



**RÉSULTATS DE LA CONSULTATION NATIONALE DES
ÉLUS EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION, ORGANISÉE
PAR LA DÉLÉGATION AUX COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES DANS LA PERSPECTIVE DE L'EXAMEN
DU PROJET DE LOI DIT « 4D »**

VISIOCONFÉRENCE DE PRESSE – MARDI 11 MAI 2021 À 16 heures

DOSSIER DE PRESSE



Gérard LARCHER, Président du Sénat

Françoise GATEL, Présidente de la Délégation aux Collectivités territoriales, co-rapporteur du projet de loi dit « 4D »

Mathieu DARNAUD, Président de la Délégation à la Prospective, co-rapporteur du projet de loi dit « 4D »

présentent à la presse

**les résultats de la consultation nationale des élus
en matière de décentralisation,
organisée par la Délégation aux Collectivités territoriales,
dans la perspective de l'examen du projet de loi dit « 4D »**



Gérard LARCHER

Président du Sénat
Sénateur des Yvelines (Ile-de-France)

Membre du groupe Les Républicains

Contact g.larcher@senat.fr
État civil né le 14 septembre 1949
Profession Docteur vétérinaire

Élection

- Élu le 28 septembre 1986
- Réélu le 24 septembre 1995 jusqu'au 30 avril 2004 (devenu membre du Gouvernement)
- Redevenu sénateur le 1^{er} octobre 2007 (en remplacement de Mme Adeline GOUSSEAU, démissionnaire)
- Réélu le 25 septembre 2011
- Réélu le 24 septembre 2017

Autres fonctions

- Président de droit du Groupe française de l'Union interparlementaire (U.I.P.)

Fonctions antérieures

- Vice-président du Sénat
- Secrétaire du Sénat
- Ministre délégué
- Président de la commission des affaires économiques
- Membre de la Section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (A.P.F.)
- Maire de Rambouillet
- Conseiller de la Communauté de communes Plaines et Forêts d'Yvelines
- Membre de la Commission consultative du secret de la défense nationale
- Membre de la Commission supérieure du numérique et des postes
- Membre du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT)
- Chargé d'une mission temporaire auprès de la Ministre de la santé, de la jeunesse et des sports
- Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre de la culture et de la francophonie



Françoise GATEL
Sénateur d'Ille-et-Vilaine (Bretagne)



*Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel, du Règlement
et d'administration générale*

*Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales
et à la décentralisation*

Membre du groupe Union Centriste

Contact f.gatel@senat.fr
État civil née le 14 mars 1953

Élection

- Élu le 28 septembre 2014
- Réélue le 27 septembre 2020

Groupes d'études

Membre du groupe d'études Arctique, Antarctique et Terres australes

Groupes interparlementaires d'amitié ou de liaison

- Président délégué du groupe France-Europe du Nord (pour l'Islande)

Mandats locaux

- Conseiller municipal de Châteaugiron
- Conseiller communautaire de la Communauté de communes du Pays de Châteaugiron

Autres fonctions

- Membre de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux
- Membre du Conseil national d'évaluation des normes

Fonctions antérieures

- Secrétaire du Sénat
- Maire de Châteaugiron
- Président de la Communauté de communes du Pays de Châteaugiron
- Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des sports



Mathieu DARNAUD
Sénateur de l'Ardèche (Auvergne-Rhône-Alpes)

*Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel, du Règlement
et d'administration générale*

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer

Président de la délégation sénatoriale à la prospective

Membre du groupe Les Républicains

Contact m.darnaud@senat.fr
État civil Né le 11 juillet 1975
Profession Urbaniste

Élection

- Élu le 28 septembre 2014
- Réélu le 27 septembre 2020

Groupes d'études

- Membre du groupe d'études Vigne et vin

Groupes interparlementaires d'amitié ou de liaison

- Président du groupe France-Belgique et Luxembourg

Mandats locaux

- Conseiller municipal de Guilhaud-Granges
- Conseiller communautaire de la Communauté de Communes Rhône Crussol

Autres fonctions

- Vice-Président de la Mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane
- Membre de la Section française de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (A.P.F.)
- Membre de la Commission départementale de la coopération intercommunale
- Membre de la Commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux
- Membre du Conseil national de la montagne

Fonctions antérieures

- Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation
- Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes
- Conseiller régional de Rhône-Alpes
- Maire de Guilhaud-Granges
- Président de la Communauté de Communes Rhône Crussol
- Membre de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer



SÉNAT

LES FRANÇAIS ET LA DÉCENTRALISATION

ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉLUS LOCAUX



CSA RESEARCH

Novembre 2020 / Étude n°2000119

SOMMAIRE

- I** **DES ÉLUS LOCAUX ASSEZ CRITIQUES VIS-À-VIS DE L'ORGANISATION TERRITORIALE ET DE LA RÉPARTITION DES RÔLES ET DES COMPÉTENCES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS** 6
- II** **DANS CE CONTEXTE, UNE ORGANISATION TERRITORIALE QUI DOIT ÉVOLUER VERS PLUS DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉCONCENTRATION** 15
- III** **DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES SOUHAITÉS DANS DE NOMBREUX DOMAINES** 25
- IV** **TROIS PROPOSITIONS FAVORABLEMENT ACCUEILLIES : ADAPTATION DES LOIS AUX SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES, POSSIBILITÉ DE CONFIER DES COMPÉTENCES DIFFÉRENTES À DES COLLECTIVITÉS DE MÊME CATÉGORIE, TRANSFERT DE CAPACITÉ DE DÉCISION** 33

MÉTHODOLOGIE

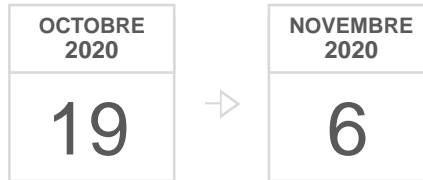


MODE DE RECUEIL

Questionnaire administré
par téléphone



DATES DE TERRAIN



CIBLE INTERROGÉE

Echantillon de **500 élus locaux**
(dont 81% d'élus municipaux et 19% d'élus
départementaux et régionaux*)

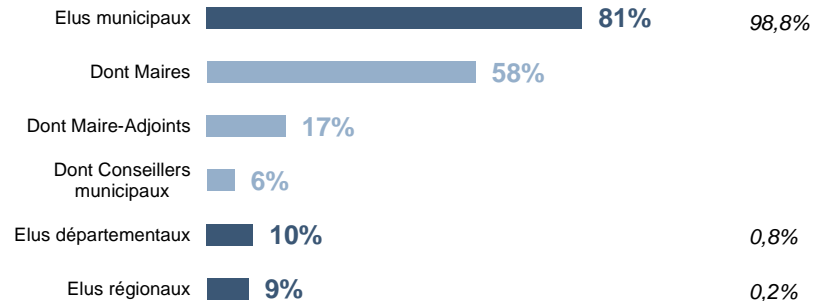
*Echantillon constitué d'après la méthode des quotas
sur les critères suivants : catégories d'élus puis sur la
région et la taille des communes pour les élus
municipaux.*

**Les trois catégories d'élus ont ensuite été remises à
leurs poids réels dans le traitement des résultats.*

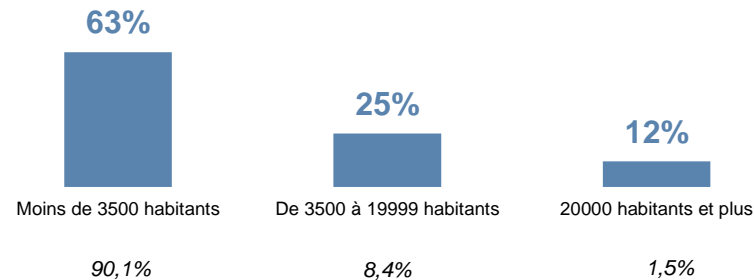
PROFIL DES ÉLUS INTERROGÉS (1/2)

CATÉGORIE D'ÉLUS

% réels - source : ministère de l'Intérieur - Janvier 2018

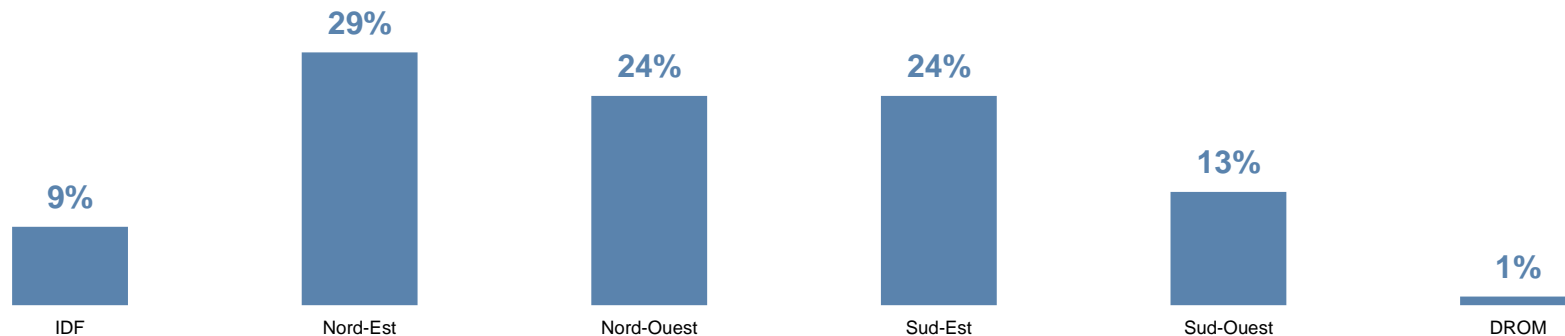


TAILLE DES COMMUNES POUR LES ÉLUS MUNICIPAUX



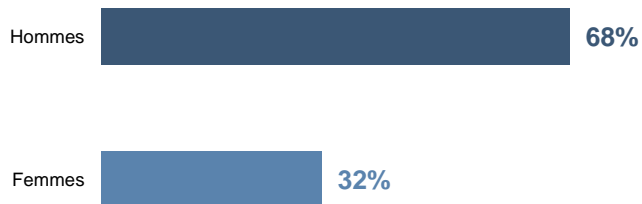
* % réels - source CNFPT 2014

RÉGION

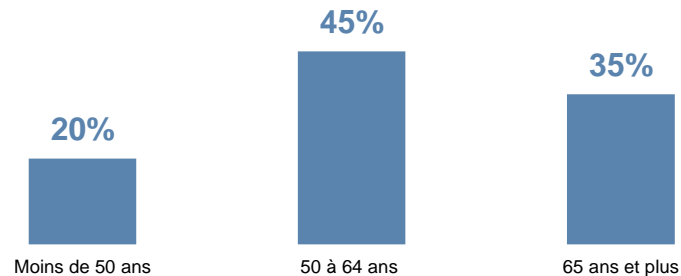


PROFIL DES ÉLUS INTERROGÉS (2/2)

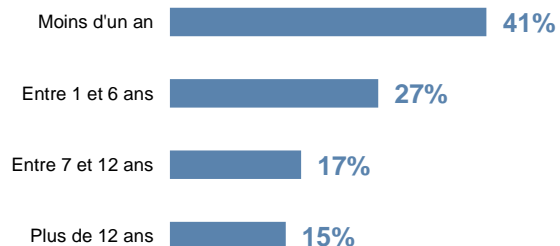
SEXE



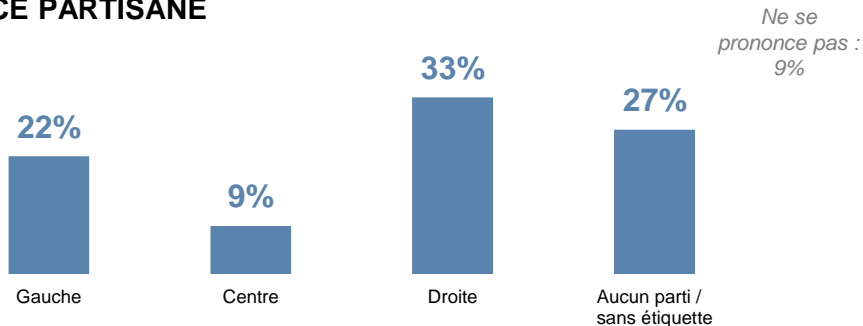
AGE



ANCIENNETÉ DANS LA FONCTION EXERCÉE



PRÉFÉRENCE PARTISANE



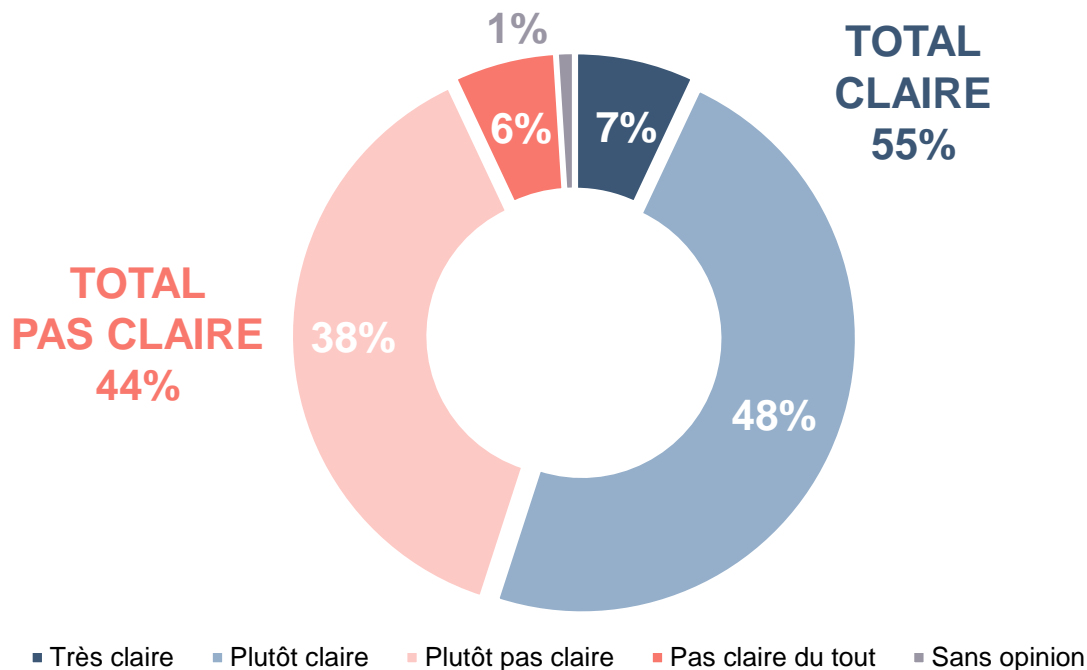


**DES ÉLUS LOCAUX ASSEZ CRITIQUES VIS-À-VIS
DE L'ORGANISATION TERRITORIALE ET DE LA
RÉPARTITION DES RÔLES ET DES COMPÉTENCES
ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS**

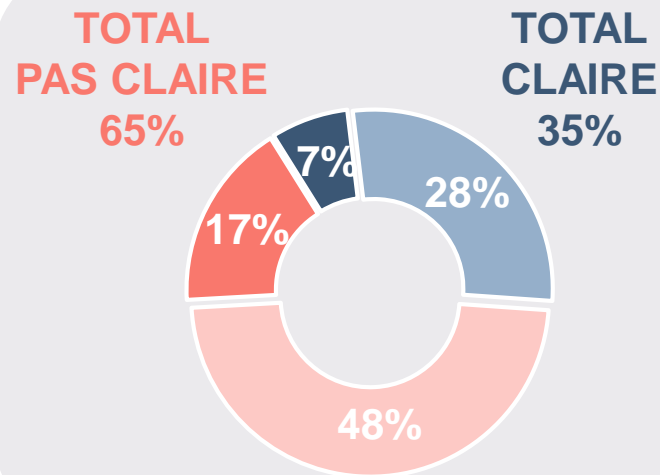
UNE LISIBILITÉ DE LA RÉPARTITION DES RÔLES ET DES COMPÉTENCES À L'ÉCHELON LOCAL QUI FAIT DÉBAT

Selon vous, la répartition des rôles et des compétences entre l'Etat et les différentes collectivités territoriales au niveau local vous semble-t-elle ... ?

Base : ensemble des répondants



Rappel Grand Public



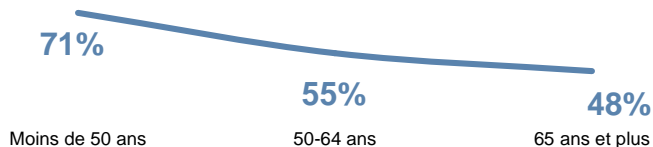
UNE RÉPARTITION DES RÔLES ET DES COMPÉTENCES QUI APPARAÎT TOUTEFOIS PLUS CLAIRE AU YEUX DES PLUS JEUNES ET DES NOUVEAUX ÉLUS

Selon vous, la répartition des rôles et des compétences entre l'Etat et les différentes collectivités territoriales au niveau local vous semble-t-elle ... ?

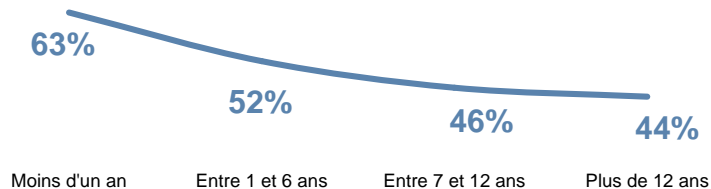
Base : ensemble des répondants

TOTAL CLAIRE
55%

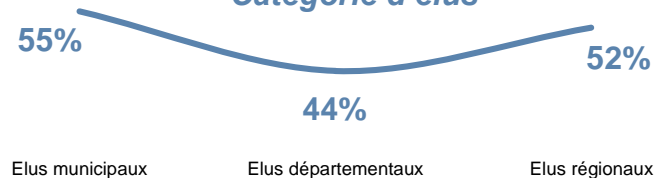
Age



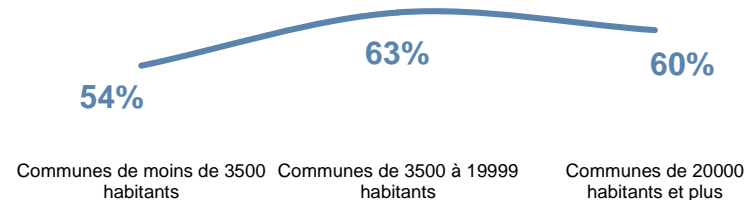
Ancienneté dans la fonction exercée



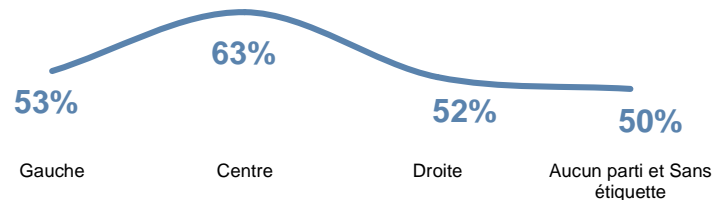
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



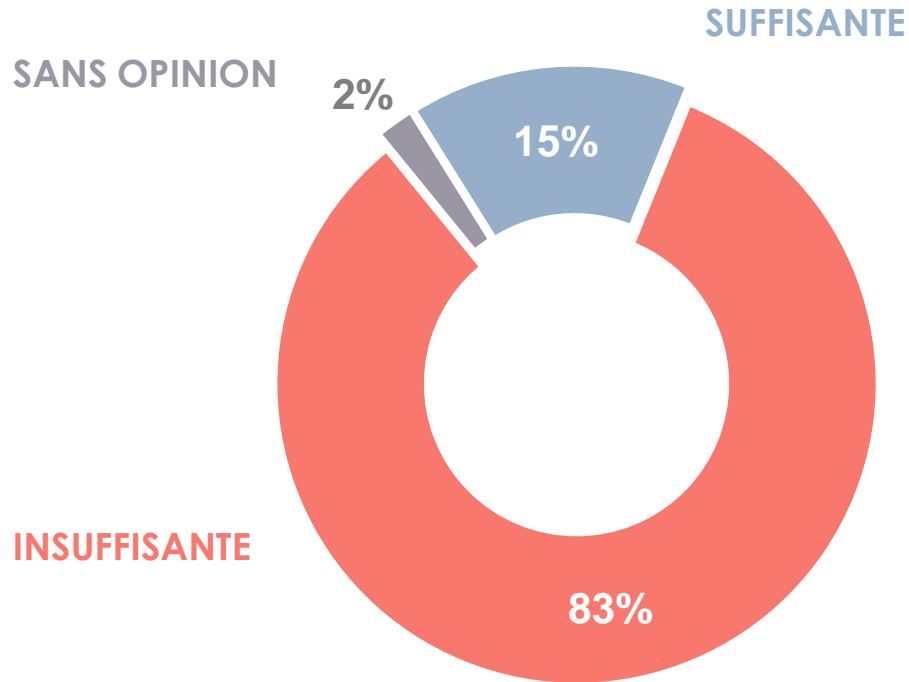
Préférence partisane



DES ÉLUS LOCAUX QUI DÉPLORENT UN MANQUE D'AUTONOMIE FINANCIÈRES POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Selon vous, les collectivités territoriales bénéficient-elles d'une autonomie financière... ?

Base : ensemble des répondants



UN CONSTAT PARTAGÉ PAR LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉLUS LOCAUX

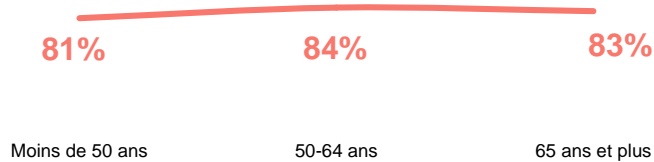
Selon vous, les collectivités territoriales bénéficient-elles d'une autonomie financière... ?

Base : ensemble des répondants

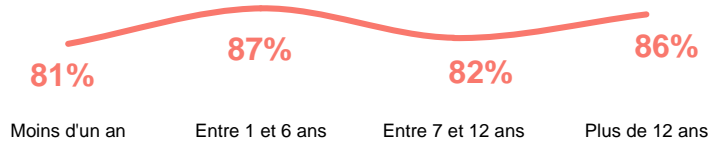
INSUFFISANTE

83%

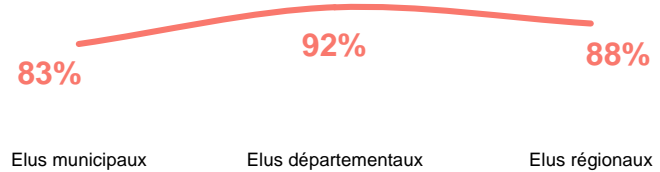
Age



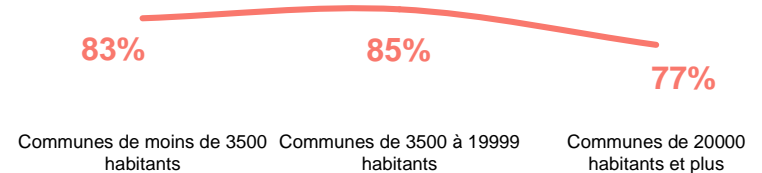
Ancienneté dans la fonction exercée



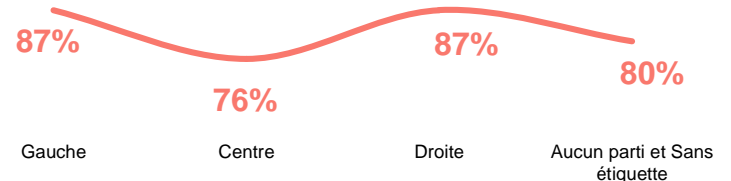
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



Préférence partisane



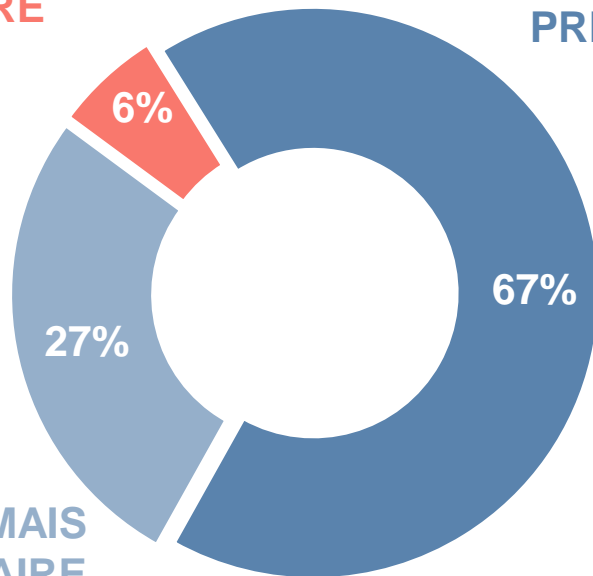
LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS ENTRE LES TERRITOIRES : UNE PRIORITÉ DONT LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT SE SAISIR SELON LES ÉLUS

Selon vous, la réduction des inégalités entre les territoires en France devrait-elle constituer pour les pouvoirs publics un enjeu ... ?

Base : ensemble des répondants

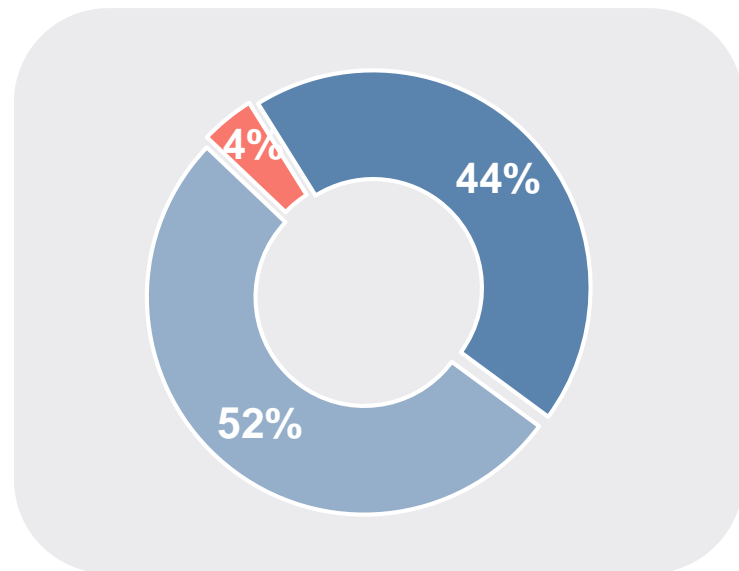
SECONDAIRE

PRIORITAIRE



IMPORTANT MAIS PAS PRIORITAIRE

Rappel Grand Public



UNE PERCEPTION D'AUTANT PLUS PRÉGNANTE CHEZ LES ÉLUS MUNICIPAUX DES PETITES COMMUNES, LES ÉLUS RÉGIONAUX ET DÉPARTEMENTAUX

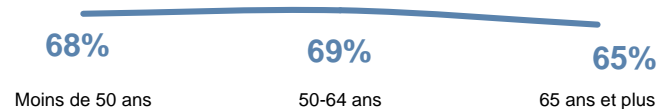
Selon vous, la réduction des inégalités entre les territoires en France devrait-elle constituer pour les pouvoirs publics un enjeu ... ?

Base : ensemble des répondants

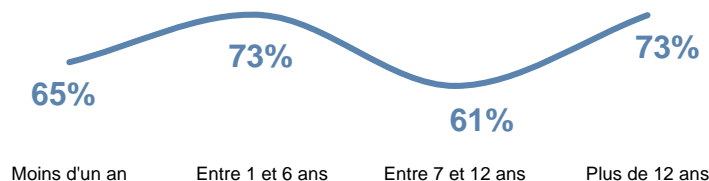
PRIORITAIRE

67%

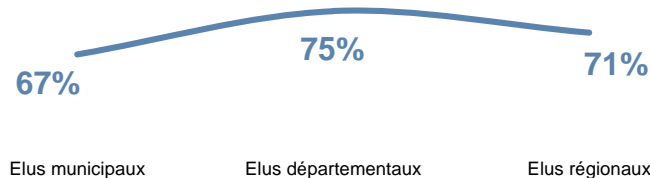
Age



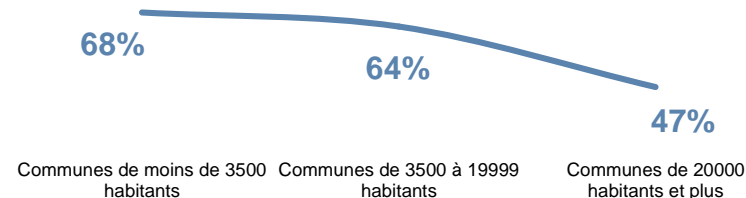
Ancienneté dans la fonction exercée



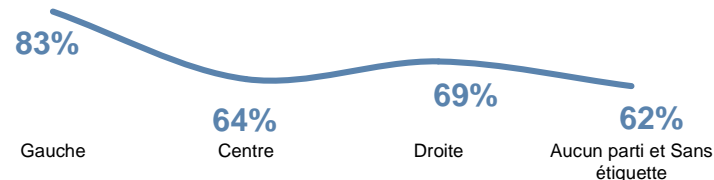
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



Préférence partisane

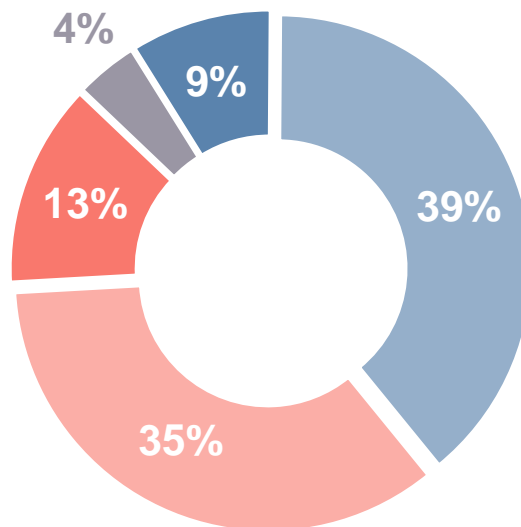


DES ÉLUS LOCAUX TRÈS DIVISÉS SUR LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE DANS LEUR RELATION AVEC L'ÉTAT

Certaines personnes considèrent que la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a amélioré les relations entre les collectivités territoriales et services de l'Etat au niveau local. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec cette affirmation ? Vous êtes...

Base : ensemble des répondants

La crise sanitaire
n'a pas amélioré
les relations
48%



La crise sanitaire
a amélioré les relations
48%

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Pas vraiment d'accord
- Pas du tout d'accord
- Sans opinion

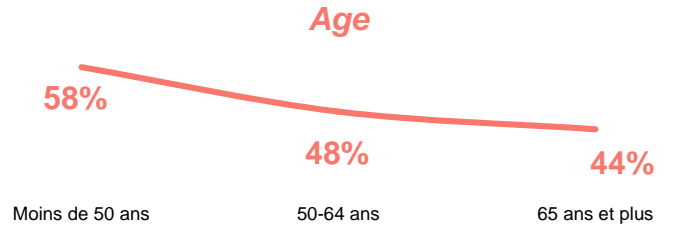
DES AVIS MAJORITAIREMENT CRITIQUES AUPRÈS DES PLUS JEUNES, DES ÉLUS MUNICIPAUX DES COMMUNES DE 20 000 HABITANTS ET PLUS ET DES ÉLUS RÉGIONAUX

Certaines personnes considèrent que la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a amélioré les relations entre les collectivités territoriales et services de l'Etat au niveau local. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec cette affirmation ? Vous êtes...

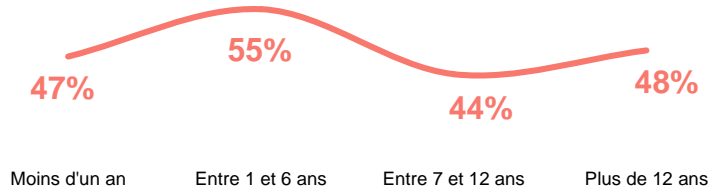
Base : Ensemble des répondants

La crise sanitaire n'a pas amélioré les relations

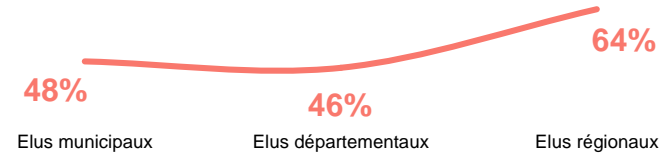
48%



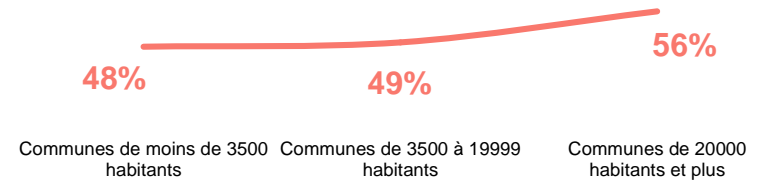
Ancienneté dans la fonction exercée



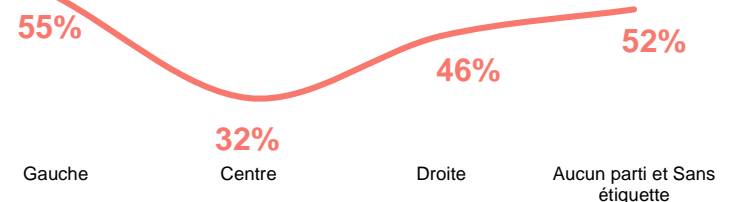
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



Préférence partisane





||

**DANS CE CONTEXTE, UNE ORGANISATION
TERRITORIALE QUI DOIT ÉVOLUER VERS PLUS
DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉCONCENTRATION**

DES ÉLUS LOCAUX DANS L'ATTENTE D'UNE ÉVOLUTION DE L'ORGANISATION TERRITORIALE : LE SOUHAIT D'UNE ADAPTATION POUR LES ÉLUS MUNICIPAUX, L'ATTENTE D'UNE RÉFORME EN PROFONDEUR POUR LES ÉLUS RÉGIONAUX

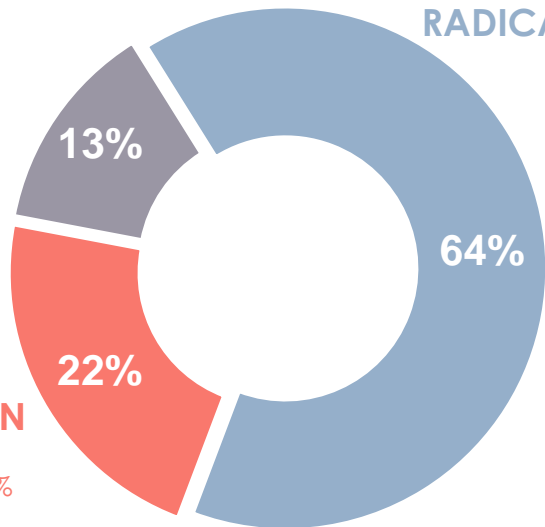
A propos des collectivités territoriales en France (régions, départements, communes, intercommunalités et autres EPCI), faut-il selon vous plutôt ... ?

Base : ensemble des répondants

ADAPTER LEUR ORGANISATION SANS LA TRANSFORMER RADICALEMENT

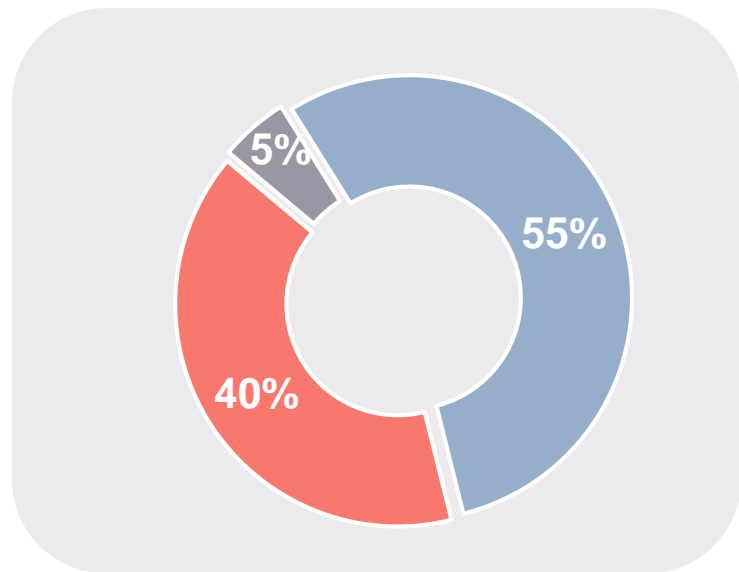
Rappel Grand Public

MAINTENIR LEUR ORGANISATION EN L'ÉTAT



RÉFORMER EN PROFONDEUR LEUR ORGANISATION

Elus régionaux : 55%
Elus départementaux : 31%



Sans opinion : 1%

UNE ÉVOLUTION EN DOUCEUR D'AVANTAGE PORTÉE PAR LES ÉLUS MUNICIPAUX

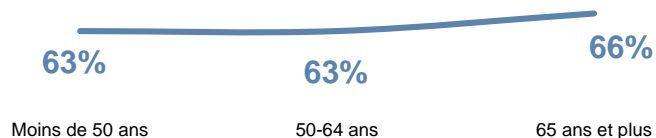
A propos des collectivités territoriales en France, faut-il selon vous plutôt ... ?

Base : ensemble des répondants

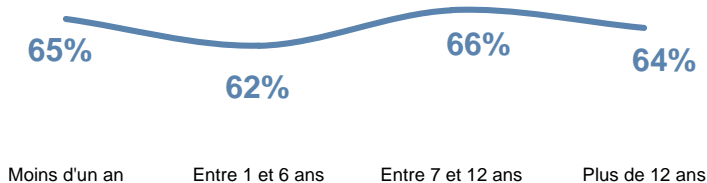
ADAPTER LEUR ORGANISATION

64%

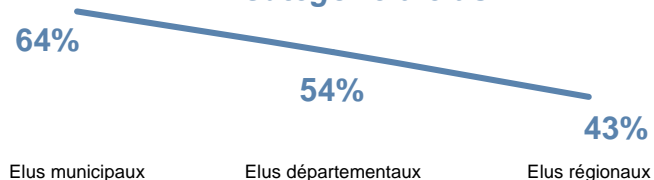
Age



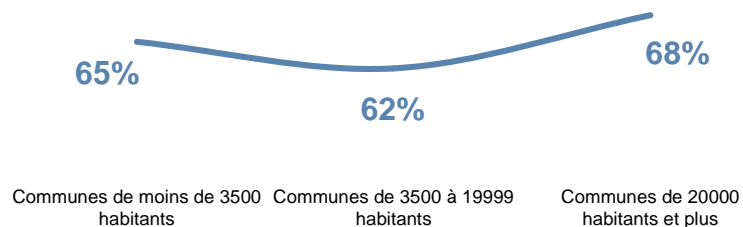
Ancienneté dans la fonction exercée



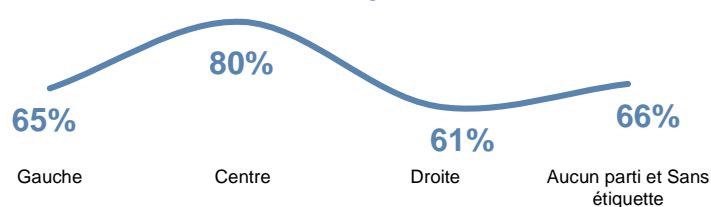
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



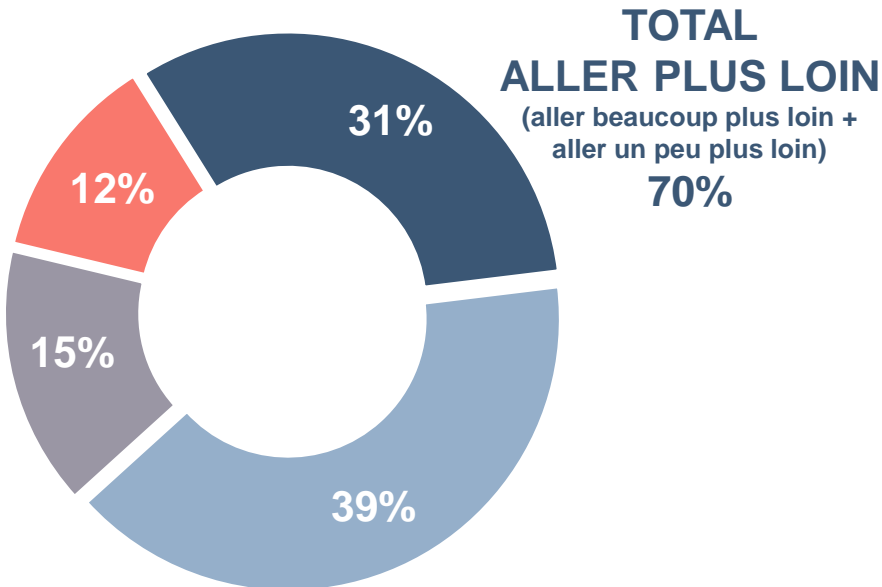
Préférence partisane



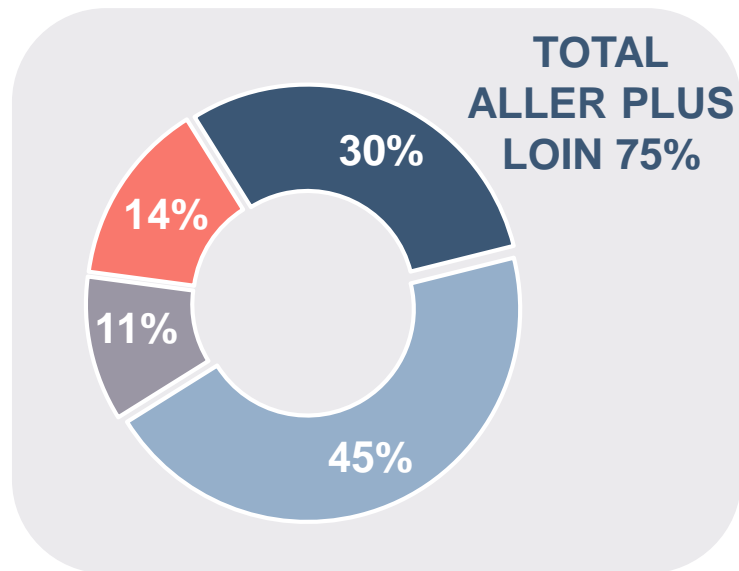
DANS CE CONTEXTE ET AU MÊME TITRE QUE LE GRAND PUBLIC, DES ÉLUS TRÈS MAJORITAIREMENT ENCLINS À D'AVANTAGE DE DÉCENTRALISATION

De manière générale par rapport à la décentralisation, diriez-vous qu'il faut ...?

Base : ensemble des répondants



Rappel Grand Public



- Aller beaucoup plus loin vers plus de libertés (ou compétences) locales
- Aller un peu plus loin
- En rester à l'état actuel
- Revenir en arrière

Sans opinion : 3%

UNE OPINION D'AUTANT PLUS MARQUÉE CHEZ LES PLUS JEUNES, LES ÉLUS MUNICIPAUX DES GRANDES VILLES ET LES ÉLUS RÉGIONAUX

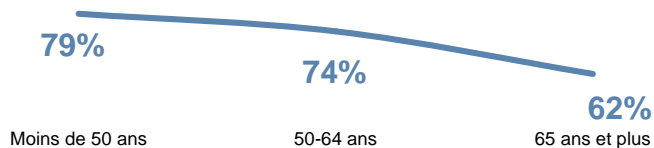
De manière générale par rapport à la décentralisation, diriez-vous qu'il faut ...?

Base : ensemble des répondants

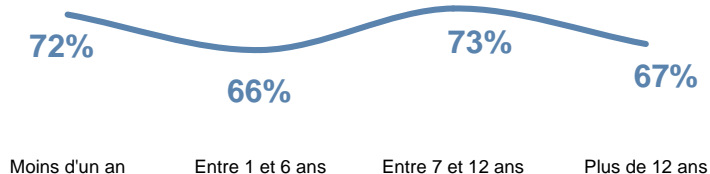
TOTAL ALLER PLUS LOIN

70%

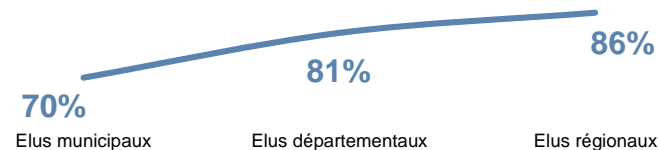
Age



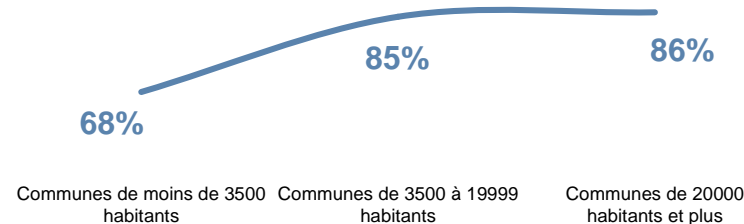
Ancienneté dans la fonction exercée



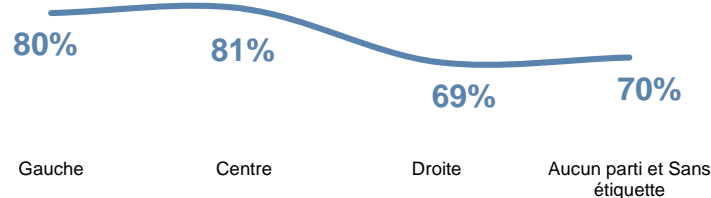
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



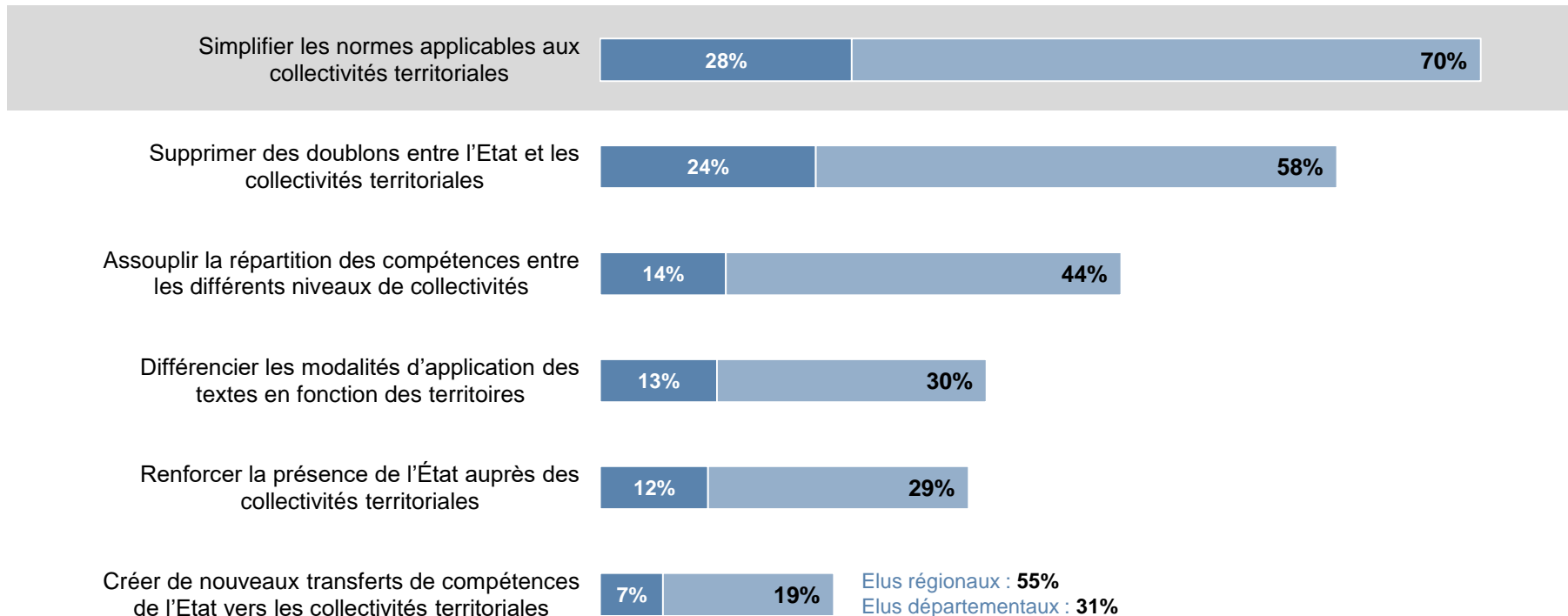
Préférence partisane



SIMPLIFICATION DES NORMES ET SUPPRESSION DES DOUBLONS : LES DEUX AXES JUGÉS PRIORITAIRES POUR LES TERRITOIRES

Selon vous et parmi les propositions que je vais vous citer, lesquelles devraient être prioritaires pour les territoires ?

Base : ensemble – plusieurs réponses possibles – Résultats affichés sur la première réponse et sur le cumul des réponses données



DES ÉLUS RÉGIONAUX D'AVANTAGE SENSIBLES À LA SUPPRESSION DES DOUBLONS ET À LA CRÉATION DE NOUVEAUX TRANSFERTS

Selon vous et parmi les propositions que je vais vous citer, lesquelles devraient être prioritaires pour les territoires ?

Base : ensemble – plusieurs réponses possibles – Résultats affichés sur la première réponse et sur le cumul des réponses données

TOP 3 PAR CATÉGORIE D'ÉLUS (% total des réponses données)

Rappel ensemble

Elus municipaux

Elus départementaux

Elus régionaux

70%

70%

**SIMPLIFIER
LES NORMES**

67%

**SIMPLIFIER
LES NORMES**

79%

**SUPPRIMER LES
DOUBLONS**

58%

58%

**SUPPRIMER LES
DOUBLONS**

44%

**SUPPRIMER LES
DOUBLONS**

62%

**SIMPLIFIER
LES NORMES**

44%

44%

**Assouplir la
répartition des
compétences**

40%

**Assouplir la
répartition des
compétences**

55%

**Créer de nouveaux
transferts**

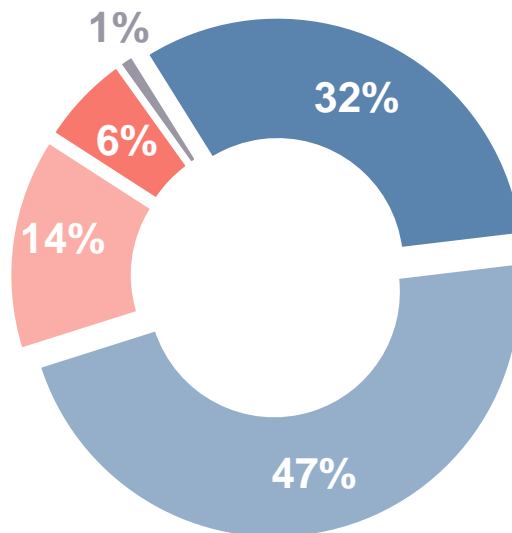
DANS LE MÊME TEMPS, UNE PLUS GRANDE DÉCONCENTRATION EST ÉGALEMENT SOUHAITÉE DES ÉLUS LOCAUX

Seriez-vous favorable à une plus grande déconcentration, c'est-à-dire à ce que l'Etat central donne davantage de compétences à ses services déconcentrés : comme par exemple les préfetures de département ou de région, les DREAL, DDT etc. ?

Base : ensemble des répondants

**TOTAL
PAS FAVORABLE
20%**

**TOTAL
FAVORABLE
79%**



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Pas vraiment favorable
- Pas du tout favorable
- Sans opinion

ET NOTAMMENT DES PLUS RÉCEMMENT EN FONCTION, DES ÉLUS DÉPARTEMENTAUX ET DE CEUX EXERÇANT DANS DES COMMUNES DE 3500 À MOINS DE 20 000 HABITANTS

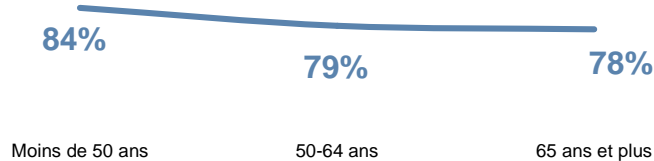
Seriez-vous favorable à une plus grande déconcentration, c'est-à-dire à ce que l'Etat central donne davantage de compétences à ses services déconcentrés : comme par exemple les préfetures de département ou de région, les DREAL, DDT etc. ?

Base : ensemble des répondants

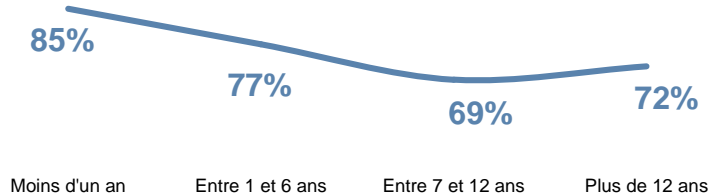
TOTAL FAVORABLE

79%

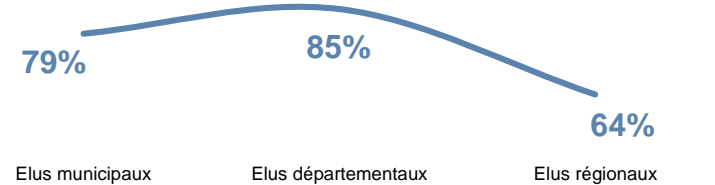
Age



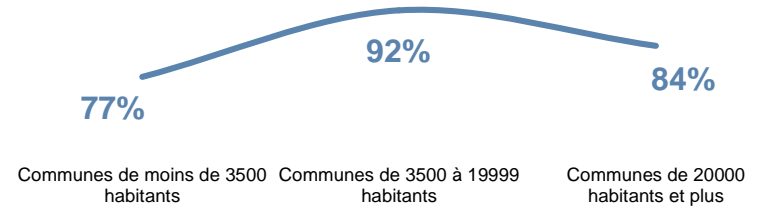
Ancienneté dans la fonction exercée



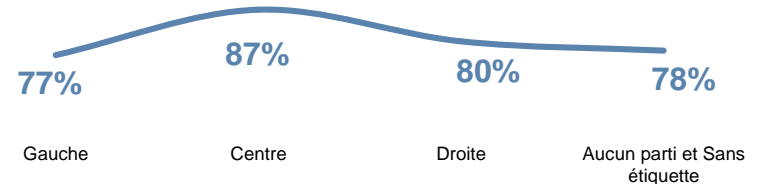
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



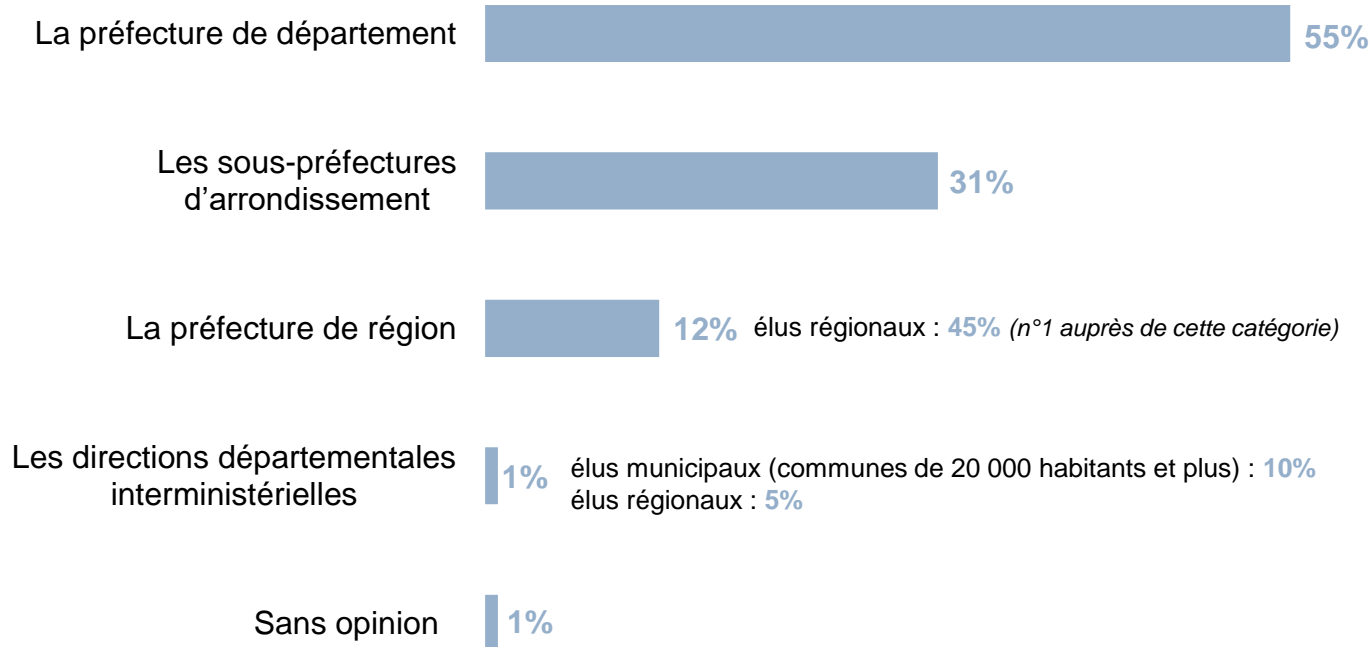
Préférence partisane



LA PRÉFECTURE DE DÉPARTEMENT : L'ÉCHELON À PRIVILÉGIER POUR LES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

Selon vous, quel échelon devrait être privilégié pour les services déconcentrés de l'Etat ?

Base : ensemble des répondants





**DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES
AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES SOUHAITÉS
DANS DE NOMBREUX DOMAINES**

UN PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ QUI SÉDUIT LARGEMENT LES ÉLUS

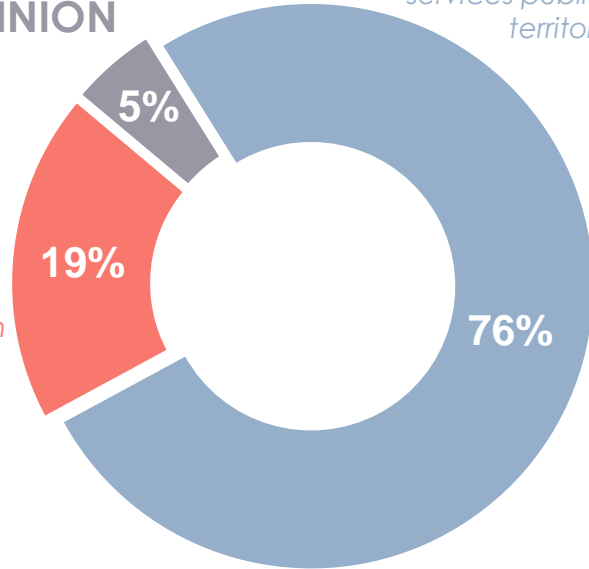
Le principe de « subsidiarité » consiste à confier une compétence à l'échelon territorial jugé le plus efficace pour cette compétence.
Que pensez-vous de ce principe ?

Base : ensemble des répondants

C'EST PLUTÔT UNE BONNE CHOSE

*parce que cela pourrait
renforcer l'efficacité des
services publics dans les
territoires*

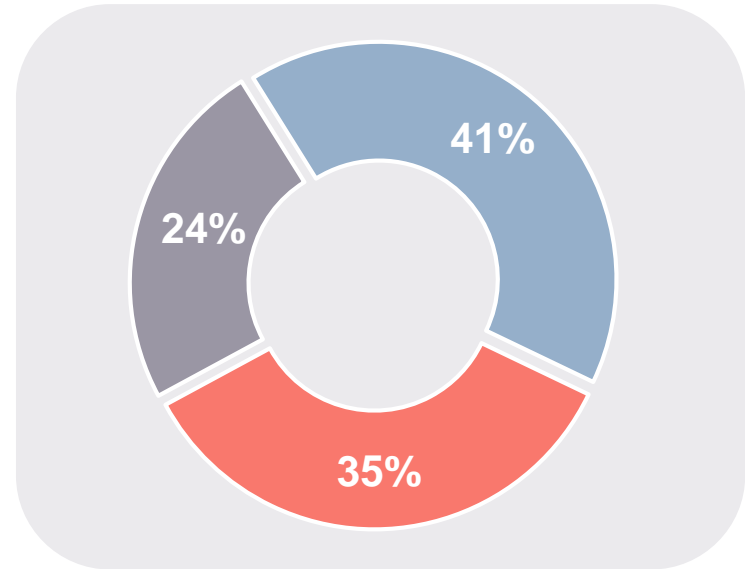
SANS OPINION



C'EST PLUTÔT UNE MAUVAISE CHOSE

*parce que cela pourrait
complexifier l'organisation
territoriale*

Rappel Grand Public



DANS LE DÉTAIL, LES ÉLUS RÉGIONAUX ET LES ÉLUS DES COMMUNES DE 20 000 HABITANTS ET PLUS SE MONTRENT LES PLUS FAVORABLES

Le principe de « subsidiarité » consiste à confier une compétence à l'échelon territorial jugé le plus efficace pour cette compétence.

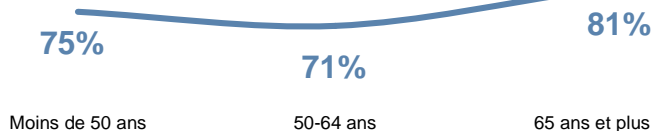
Que pensez-vous de ce principe ?

Base : ensemble des répondants

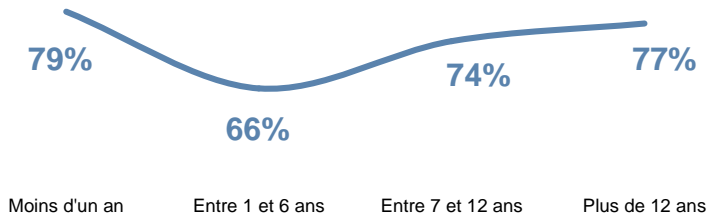
BONNE CHOSE

76%

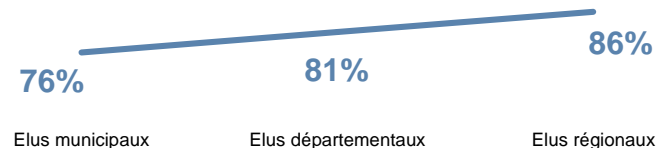
Age



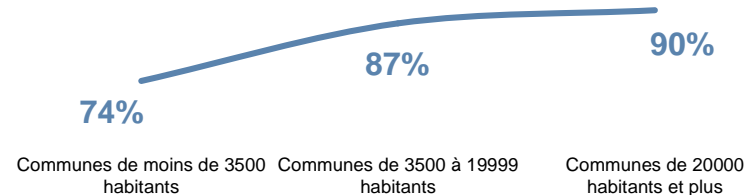
Ancienneté dans la fonction exercée



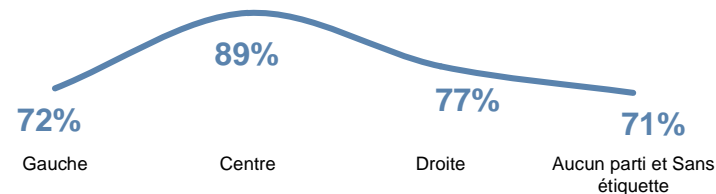
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



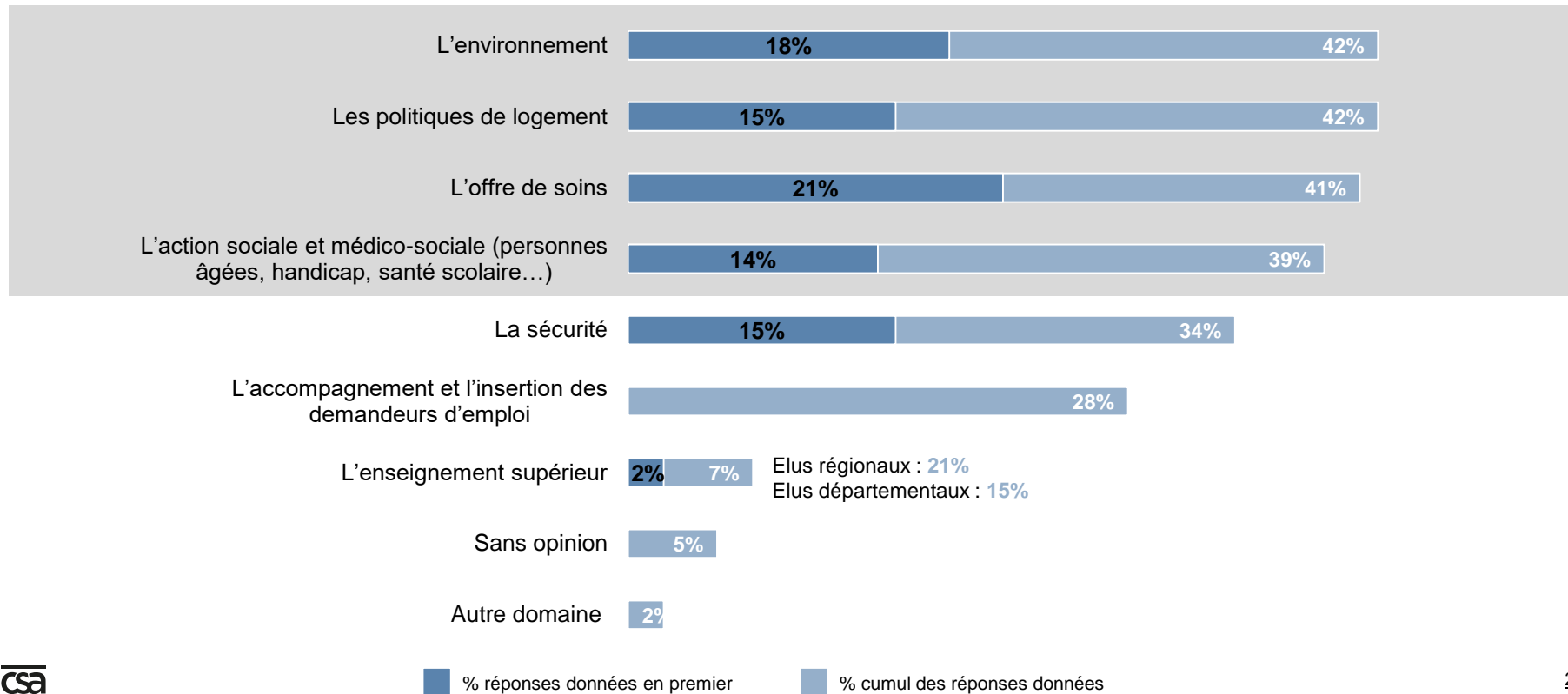
Préférence partisane



DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES SOUHAITÉS DANS DE NOMBREUX DOMAINES : ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, SANTÉ ET SOCIAL EN TÊTE

Selon vous et parmi les domaines de compétences que je vais vous citer, lesquels devraient être transférés ou davantage transférés aux collectivités territoriales ?

Base : ensemble des répondants – plusieurs réponses possibles – résultats affichés sur la première réponse et sur le cumul des réponses données



DES DOMAINES DE COMPÉTENCES OÙ DES TRANSFERTS SONT ATTENDUS QUI DIFFÈRENT SELON LE TYPE DE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Selon vous et parmi les domaines de compétences que je vais vous citer, lesquels devraient être transférés ou davantage transférés aux collectivités territoriales ?

Base : ensemble des répondants – plusieurs réponses possibles – résultats affichés sur la première réponse et sur le cumul des réponses données

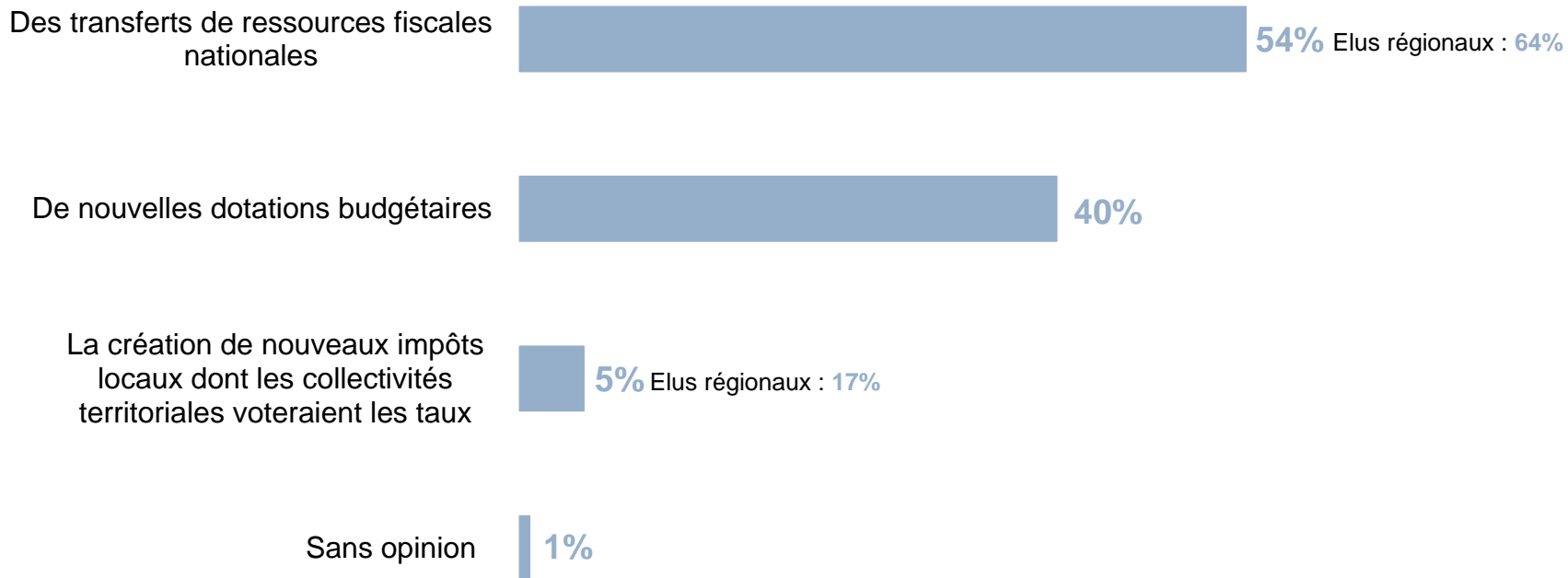
TOP 3 PAR CATÉGORIE D'ÉLUS (% total des réponses données)

	Rappel ensemble	Elus municipaux	Elus départementaux	Elus régionaux
N°1	42%	42% L'ENVIRONNEMENT	60% L'ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE	57% L'ACCOMPAGNEMENT DES DEMANDEURS D'EMPLOI
N°2	42%	42% LES POLITIQUES DE LOGEMENT	38% L'ACCOMPAGNEMENT DES DEMANDEURS D'EMPLOI	57% L'ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE
N°3	41%	41% L'OFFRE DE SOINS	37% L'OFFRE DE SOINS	45% LES POLITIQUES DE LOGEMENT

DE NOUVEAUX TRANSFERTS DE COMPÉTENCES QUI DOIVENT AVANT TOUT ÊTRE FINANCÉS PAR DES TRANSFERTS DE RESSOURCES FISCALES NATIONALES

Afin de financer de nouveaux transferts de compétences, faut-il, selon vous, privilégier... ?

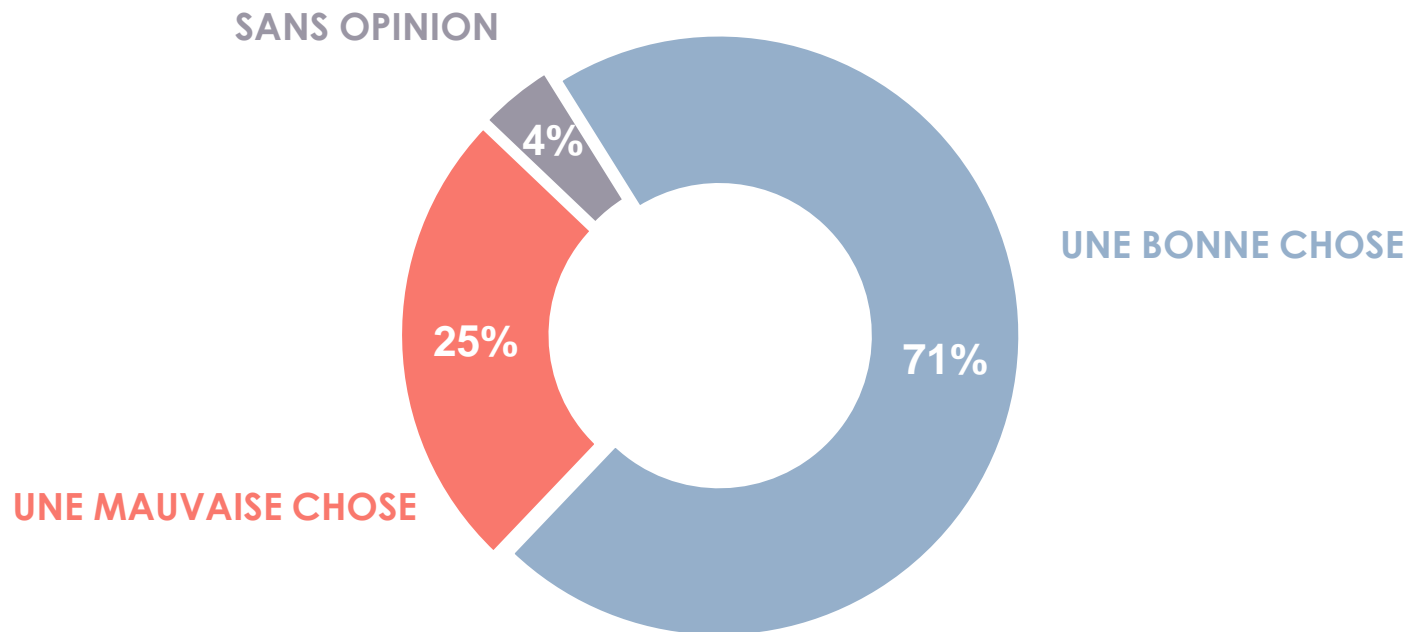
Base : ensemble des répondants



A CE TITRE, LE PRINCIPE DU PRESCRIPTEUR-PAYEUR EST BIEN ACCUEILLI...

Que pensez-vous du principe du « prescripteur-payeur » qui consiste en une compensation systématique de l'Etat de toute mesure législative imposant de nouvelles charges aux collectivités territoriales ?

Base : ensemble des répondants



... PAR L'ENSEMBLE DES ÉLUS LOCAUX : LES ÉLUS RÉGIONAUX ET LES PLUS JEUNES EN TÊTE

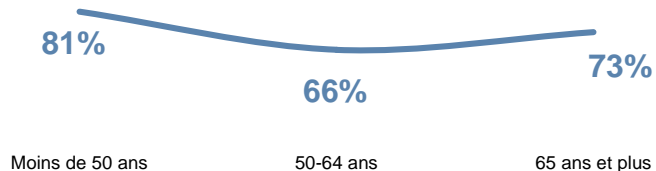
Que pensez-vous du principe du « prescripteur-payeur » qui consiste en une compensation systématique de l'Etat de toute mesure législative imposant de nouvelles charges aux collectivités territoriales ?

Base : ensemble des répondants

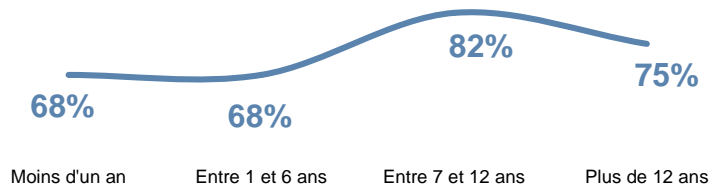
BONNE CHOSE

71%

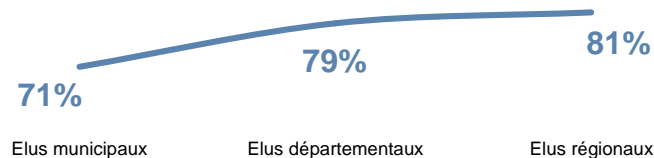
Age



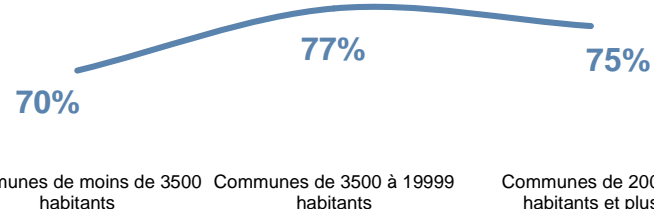
Ancienneté dans la fonction exercée



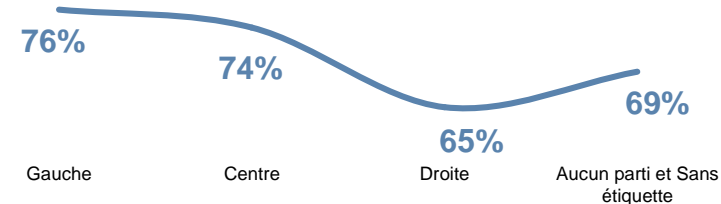
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



Préférence partisane





IV

**TROIS PROPOSITIONS FAVORABLEMENT ACCUEILLIES :
ADAPTATION DES LOIS AUX SPÉCIFICITÉS
DES TERRITOIRES, POSSIBILITÉ DE CONFIER
DES COMPÉTENCES DIFFÉRENTES À DES COLLECTIVITÉS
DE MÊME CATÉGORIE ET TRANSFERT
DE CAPACITÉ DE DÉCISION**

UN ACCUEIL TRÈS POSITIF VIS-À-VIS DE L'ADAPTATION DES LOIS AUX SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES

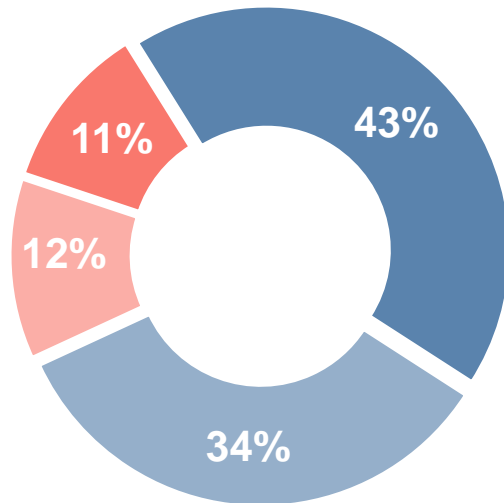
Seriez-vous favorable à ce que les lois nationales puissent être adaptées aux spécificités des territoires ?

Exemple 1 : les départements peuvent par exemple décider de modifier les limitations de vitesse sur l'ensemble du réseau routier.

Exemple 2 : les régions pourraient par exemple conduire une politique universitaire, notamment en fixant les droits d'inscriptions à l'université sur leur territoire.

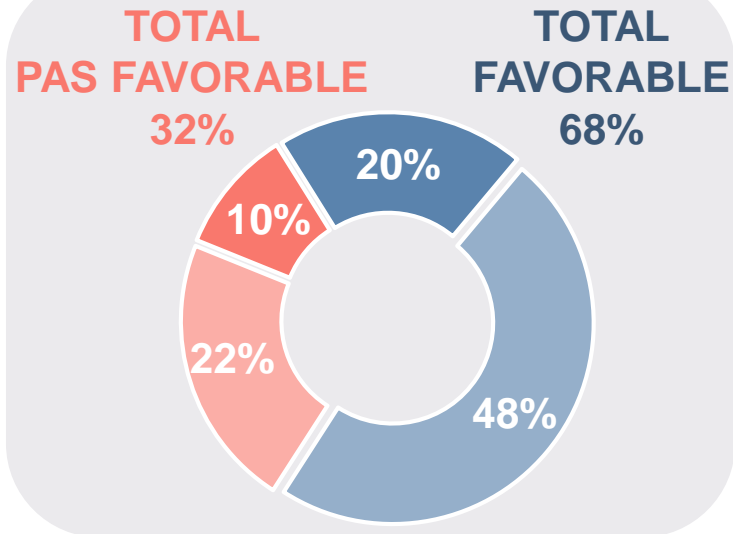
Base : ensemble des répondants

**TOTAL
PAS FAVORABLE
23%**



**TOTAL
FAVORABLE
77%**

Rappel Grand Public



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Pas vraiment favorable ■ Pas du tout favorable

LES ÉLUS DÉPARTEMENTAUX SE MONTRENT LES PLUS ENTHOUSIASTES SUR CE POINT

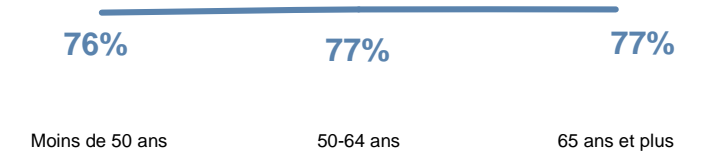
Seriez-vous favorable à ce que les lois nationales puissent être adaptées aux spécificités des territoires ?

Base : ensemble des répondants

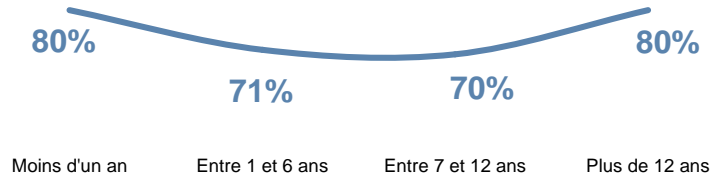
TOTAL FAVORABLE

77%

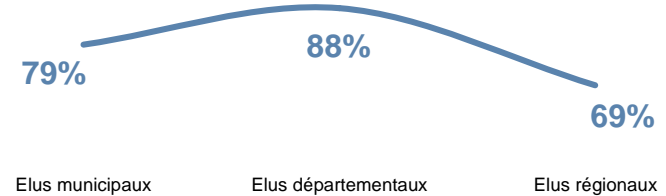
Age



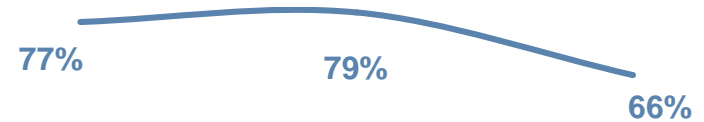
Ancienneté dans la fonction exercée



Catégorie d'élus

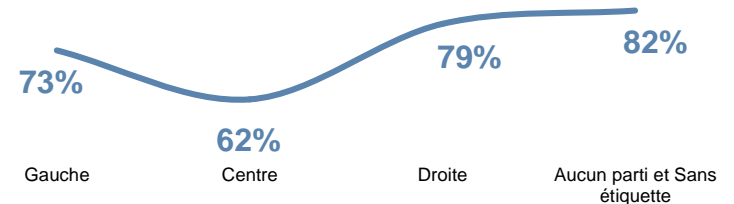


Taille de commune pour les élus municipaux



Communes de moins de 3500 habitants Communes de 3500 à 19999 habitants Communes de 20000 habitants et plus

Préférence partisane



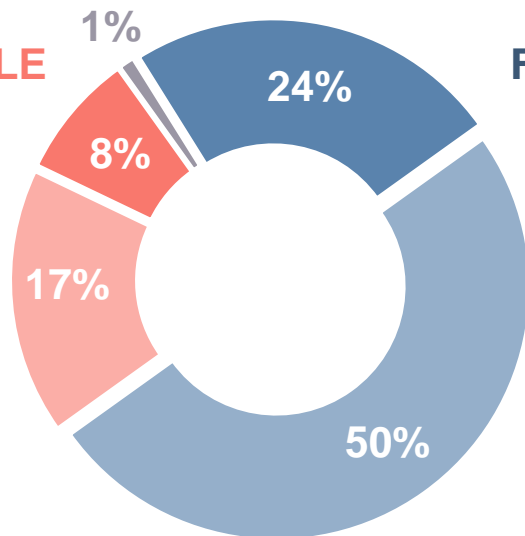
DES ÉLUS NETTEMENT PLUS FAVORABLES QUE LE GRAND PUBLIC CONCERNANT LA POSSIBILITÉ DE CONFIER DES COMPÉTENCES DIFFÉRENTES À DES COLLECTIVITÉS DE MÊME CATÉGORIE

Seriez-vous favorable à ce que la Loi puisse confier des compétences différentes à des collectivités territoriales de même catégorie dans le cadre d'une expérimentation ?

Exemple : La Loi pourrait par exemple confier à un département l'ensemble de la gestion du réseau routier, qu'il soit national ou départemental, ou à une région la gestion des lycées et collèges, ou encore la compétence de l'enseignement supérieur.

Base : ensemble des répondants

TOTAL PAS FAVORABLE
25%

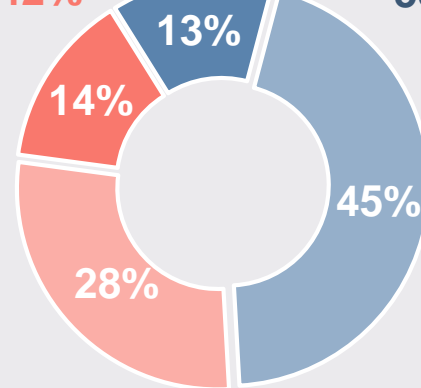


TOTAL FAVORABLE
74%

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Pas vraiment favorable
- Pas du tout favorable
- Sans opinion

Rappel Grand Public

TOTAL PAS FAVORABLE 42% **TOTAL FAVORABLE** 58%



LES ÉLUS RÉGIONAUX, DES COMMUNES DE 3500 À MOINS DE 20 000 HABITANTS ET LES PLUS JEUNES Y SONT LES PLUS FAVORABLES

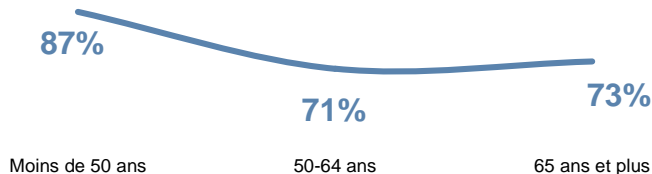
Seriez-vous favorable à ce que la Loi puisse confier des compétences différentes à des collectivités territoriales de même catégorie dans le cadre d'une expérimentation ?

Base : ensemble des répondants

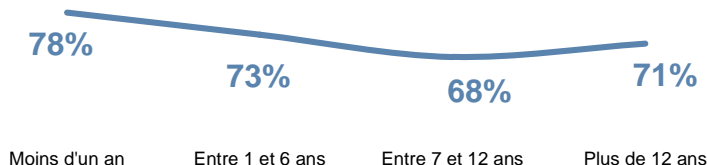
TOTAL FAVORABLE

74%

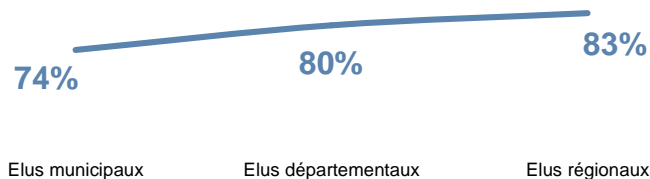
Age



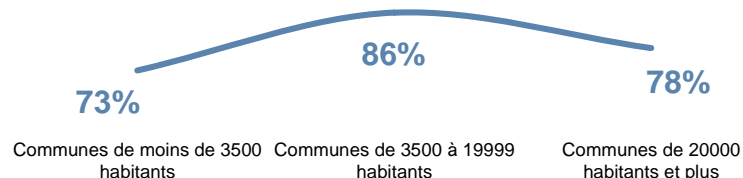
Ancienneté dans la fonction exercée



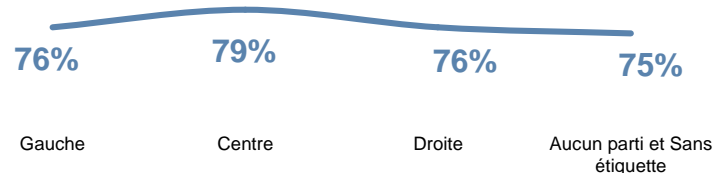
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



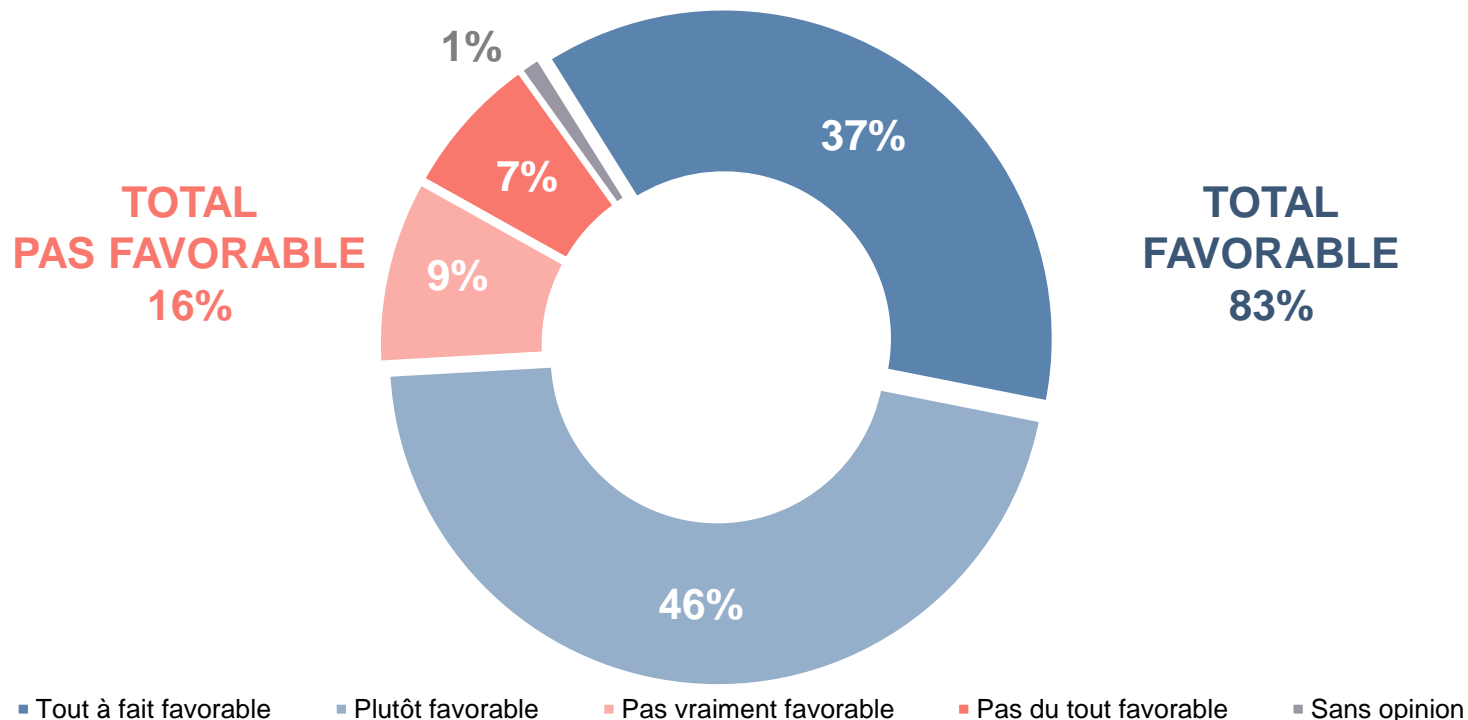
Préférence partisane



SI LE TRANSFERT DE CAPACITÉS DE DÉCISION AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EST LARGEMENT SOUTENU PAR LES ÉLUS...

Seriez-vous favorable à des transferts de capacités de décision aux collectivités territoriales. La collectivité décide du contenu de la politique publique et la met en œuvre, dans des domaines comme l'urbanisme ou l'environnement par exemple ?

Base : ensemble des répondants



... ET EN PARTICULIER LES PLUS JEUNES, LES ÉLUS RÉGIONAUX ET CEUX DES COMMUNES DE PLUS DE 3500 HABITANTS...

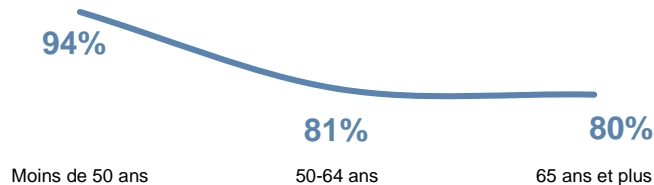
Seriez-vous favorable à des transferts de capacités de décision aux collectivités territoriales. La collectivité décide du contenu de la politique publique et la met en œuvre, dans des domaines comme l'urbanisme ou l'environnement par exemple ?

Base : ensemble des répondants

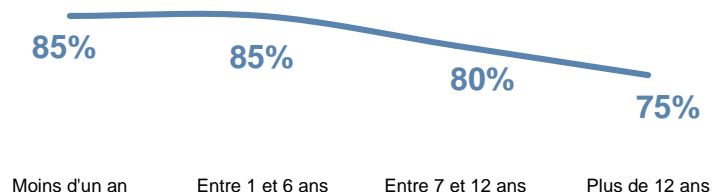
FAVORABLE

83%

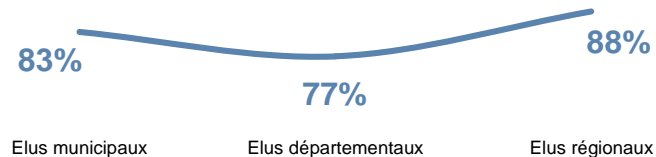
Age



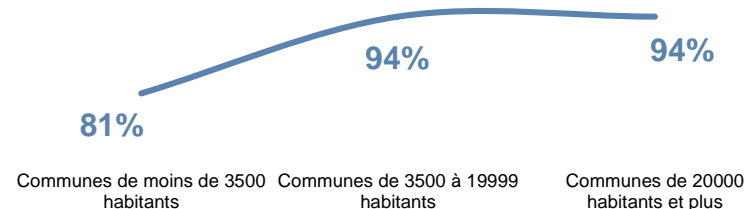
Ancienneté dans la fonction exercée



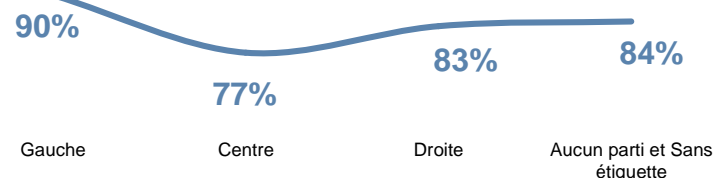
Catégorie d'élus



Taille de commune pour les élus municipaux



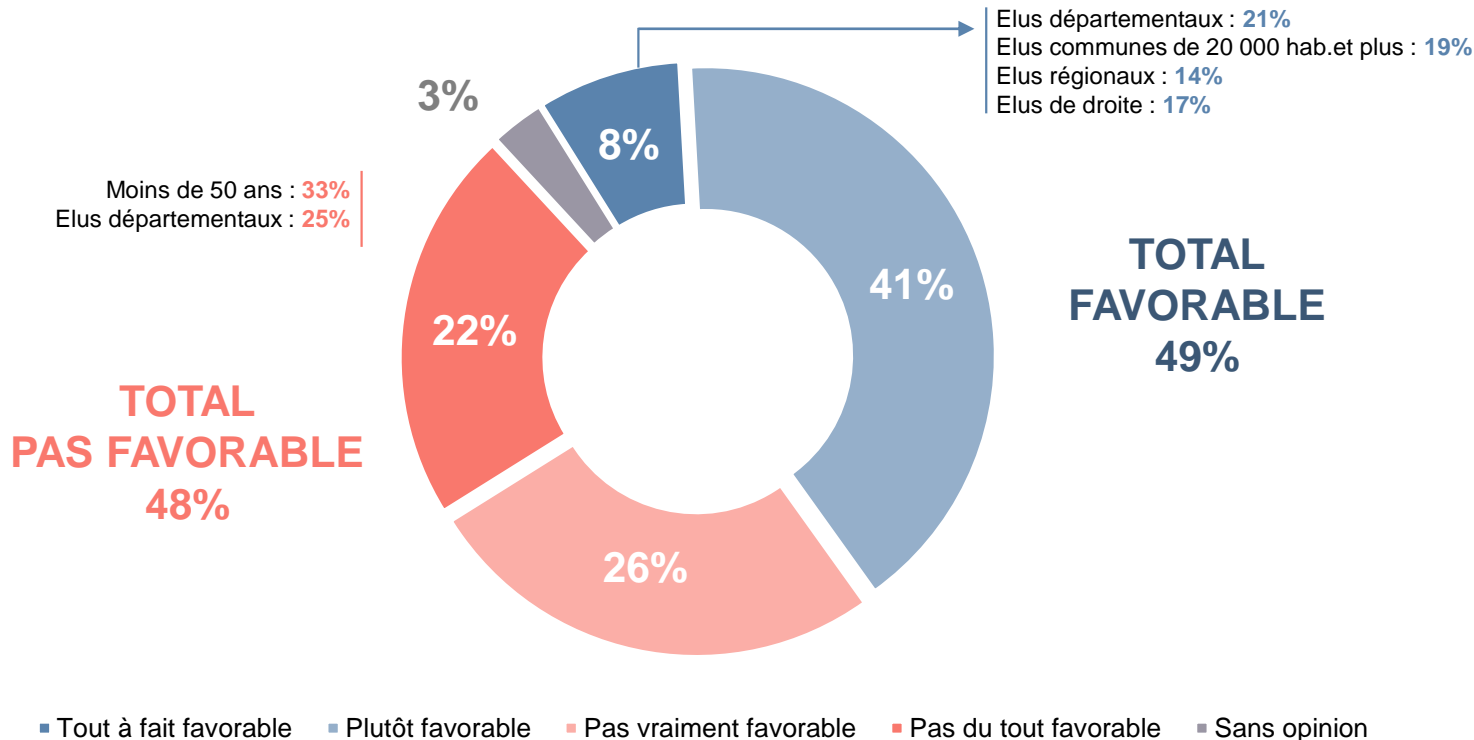
Préférence partisane



... LES ÉLUS LOCAUX SONT EN REVANCHE NETTEMENT PLUS PARTAGÉS VOIRE CRITIQUES À L'ÉGARD DES TRANSFERTS DE GESTION

Seriez-vous favorable à des transferts de gestion aux collectivités territoriales. La collectivité gère la mise en œuvre de la politique publique sur laquelle elle n'a pas de pouvoir de décision, exemple du RSA qui est géré par les départements. ?

Base : ensemble des répondants



CONTACTS – Pôle SOCIETY

Julie GAILLOT *Directrice du pôle Society* – julie.gaillot@csa.eu

Quentin LLEWELLYN *Directeur de clientèle* – quentin.llewellyn@csa.eu

Marine LE BARBIER *Chargée d'étude* – marine.le-barbier@csa.eu





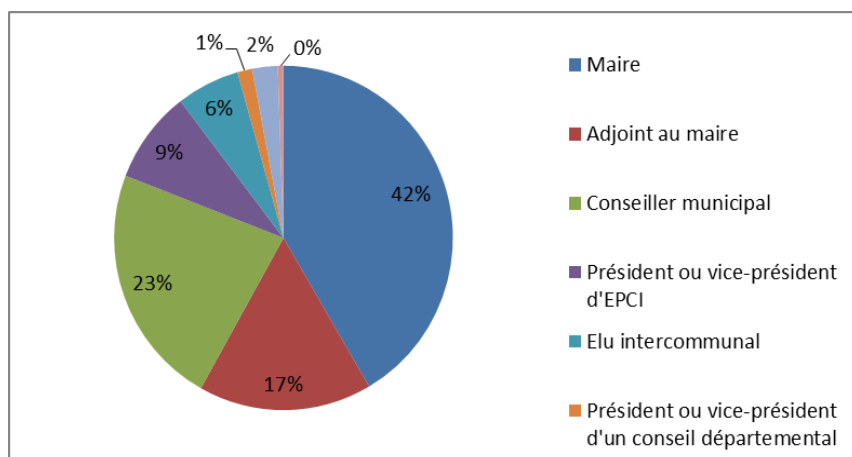
DÉLÉGATION AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET À LA DÉCENTRALISATION

EFFICACITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE ET DÉCENTRALISATION :

LES RÉSULTATS DE LA CONSULTATION MENÉE EN FÉVRIER-MARS 2021 PAR LA DÉLÉGATION

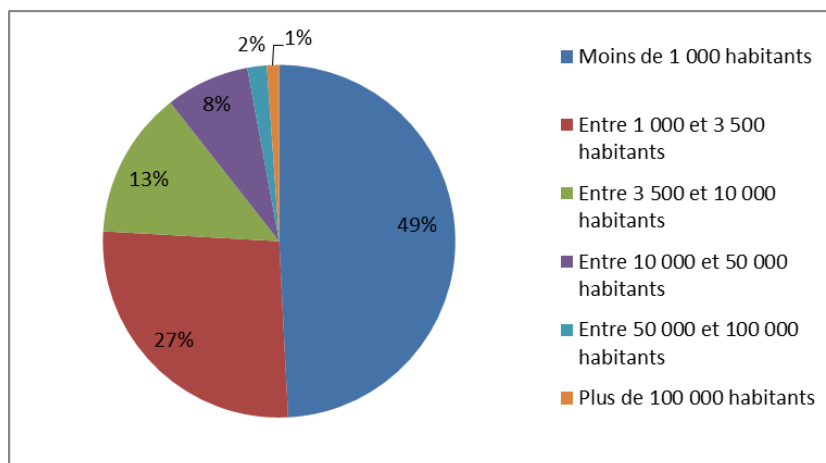
Quel mandat détenez-vous ?

Maire	1622	42%
Adjoint au maire	646	17%
Conseiller municipal	889	23%
Président ou vice-président d'EPCI	340	9%
Elu intercommunal	235	6%
Président ou vice-président d'un conseil départemental	55	1%
Conseiller départemental	95	2%
Conseiller régional	21	1%
Total des réponses	3903	



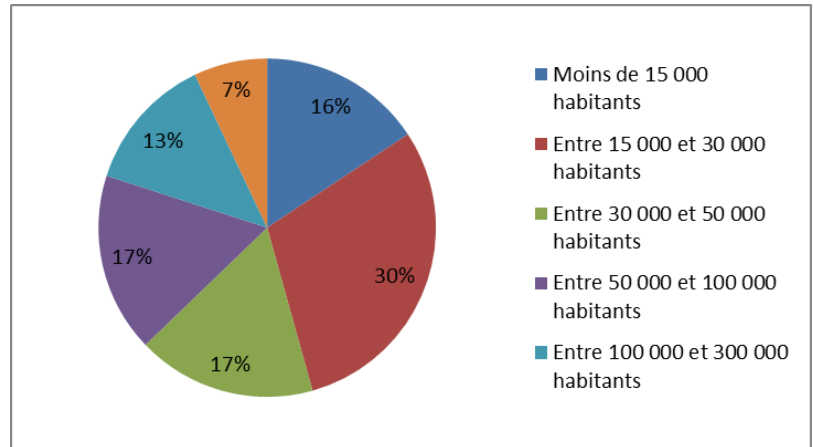
Si vous êtes élu municipal, quelle est la population de votre collectivité ?

Moins de 1 000 habitants	1545	49%
Entre 1 000 et 3 500 habitants	839	27%
Entre 3 500 et 10 000 habitants	424	13%
Entre 10 000 et 50 000 habitants	242	8%
Entre 50 000 et 100 000 habitants	56	2%
Plus de 100 000 habitants	35	1%
Total	3141	



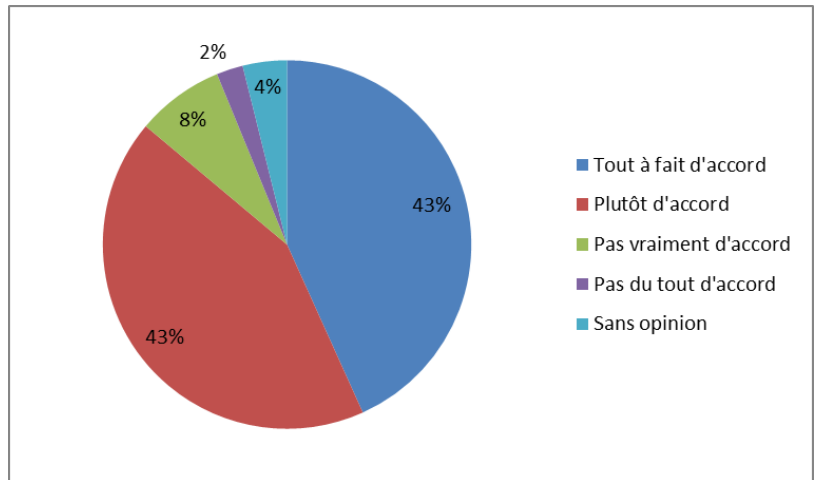
Si vous êtes élu intercommunal, quelle est la population de votre EPCI ?

Moins de 15 000 habitants	87	16%
Entre 15 000 et 30 000 habitants	166	30%
Entre 30 000 et 50 000 habitants	95	17%
Entre 50 000 et 100 000 habitants	95	17%
Entre 100 000 et 300 000 habitants	72	13%
Plus de 300 000 habitants	39	7%
Total	554	



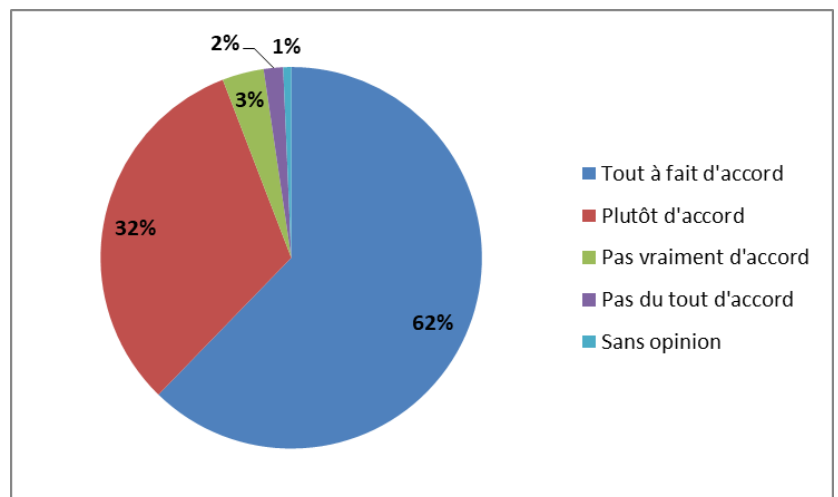
1. Les [50 propositions du Sénat pour le plein exercice des libertés locales](#) et les conclusions de la commission d'enquête sénatoriale sur la Covid-19 recommandent de confier à un élu la présidence du conseil de surveillance des agences régionales de santé (ARS) et de rééquilibrer la composition de cette instance en faveur des représentants des territoires. Êtes-vous d'accord avec cette proposition ?

Tout à fait d'accord	1394	43%
Plutôt d'accord	1381	43%
Pas vraiment d'accord	248	8%
Pas du tout d'accord	75	2%
Sans opinion	125	4%
Total	3223	



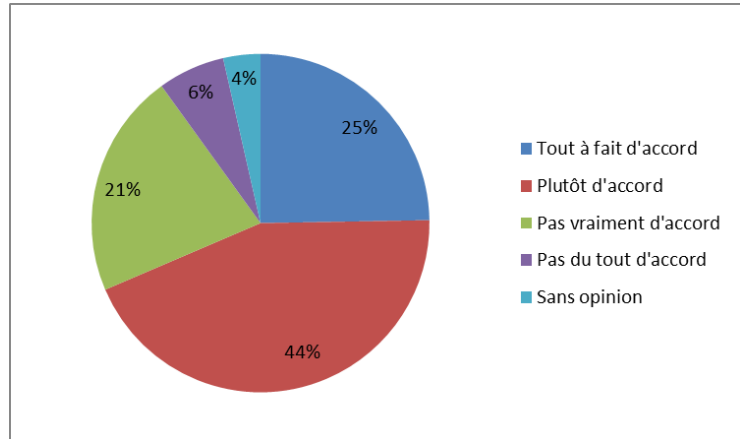
2. Seriez-vous favorable à ce que les élus locaux puissent adapter la répartition des compétences communes-intercommunalités en fonction des réalités locales ?

Tout à fait d'accord	2010	62%
Plutôt d'accord	1029	32%
Pas vraiment d'accord	114	4%
Pas du tout d'accord	53	2%
Sans opinion	22	1%
Total	3228	



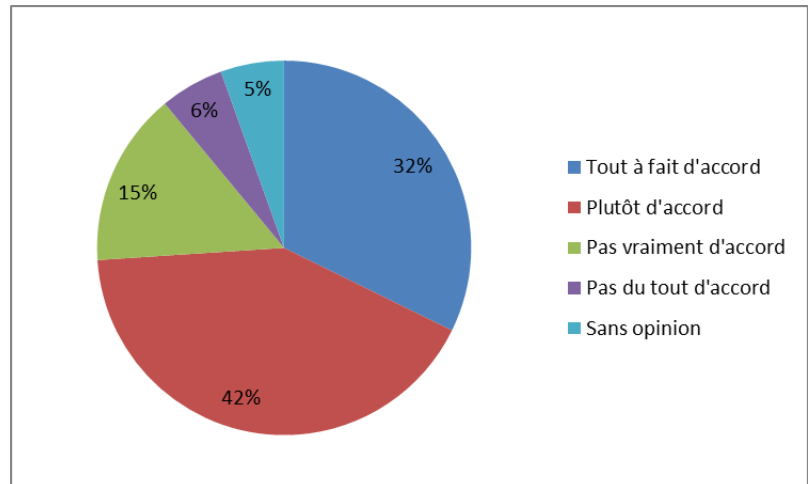
3. Le Sénat, tirant les leçons de la crise sanitaire, propose que le préfet de département soit la seule autorité de décision, pour l'État, dans le département, y compris sur les agences (ADEME, ANAH...). Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec cette affirmation ?

Tout à fait d'accord	799	25%
Plutôt d'accord	1417	44%
Pas vraiment d'accord	694	21%
Pas du tout d'accord	207	6%
Sans opinion	115	4%
Total	3232	



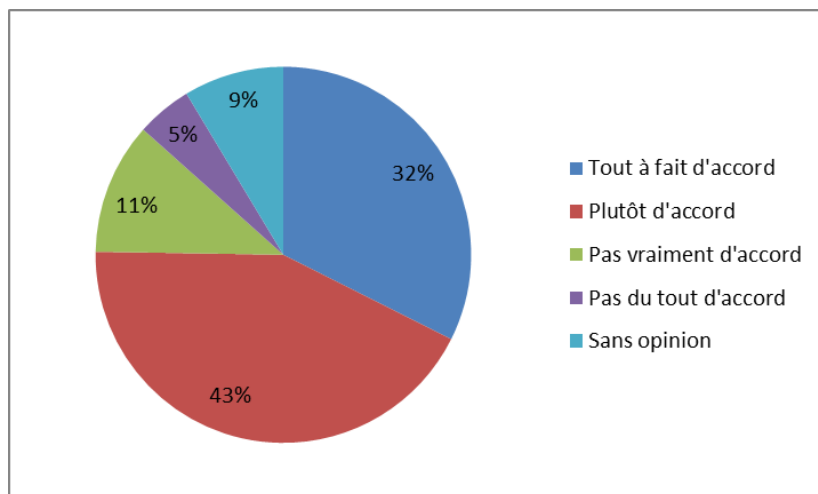
4. Dans une volonté de simplification et d'amélioration du service rendu, seriez-vous favorable à ce que le pilotage des établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) ainsi que celui de la médecine scolaire soit confié aux seuls départements ?

Tout à fait d'accord	1041	32%
Plutôt d'accord	1345	42%
Pas vraiment d'accord	485	15%
Pas du tout d'accord	178	6%
Sans opinion	177	5%
Total	3226	



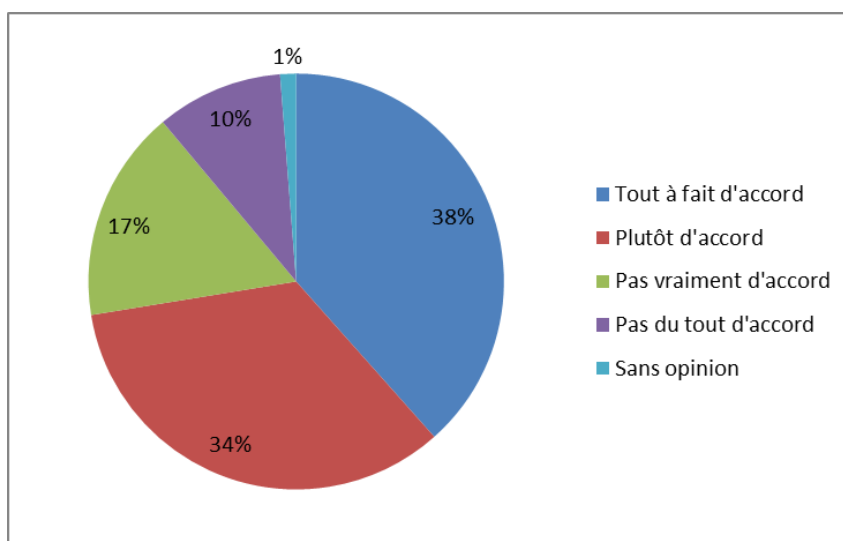
5. **Seriez-vous favorable, pour renforcer le pouvoir réglementaire des collectivités locales, à ce que les décrets du Gouvernement ne puissent intervenir dans les domaines de compétence des collectivités territoriales sans habilitation spécifique du Parlement ?**

Tout à fait d'accord	1044	32%
Plutôt d'accord	1381	43%
Pas vraiment d'accord	365	11%
Pas du tout d'accord	154	5%
Sans opinion	278	9%
Total	3222	



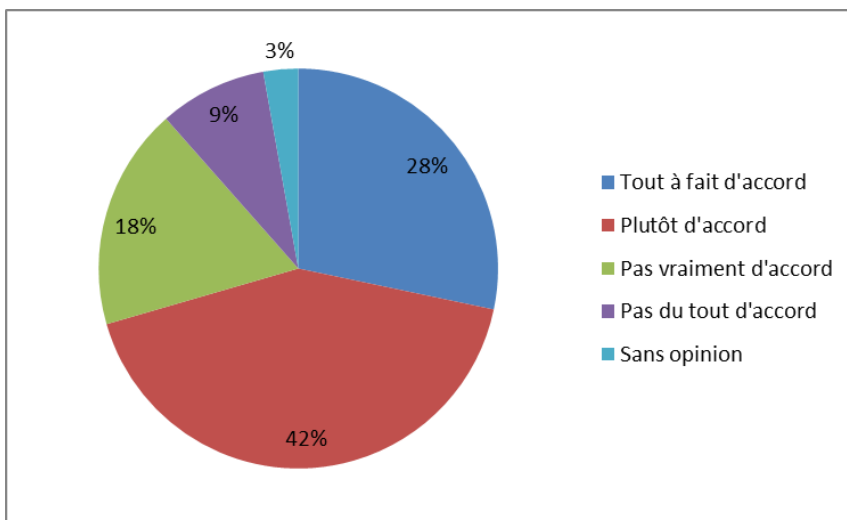
6. **Seriez-vous favorable à ce que les lois nationales puissent être adaptées aux spécificités des territoires, sur la base du volontariat de ces derniers ?** (Exemple 1 : les départements peuvent par exemple décider de modifier les limitations de vitesse sur l'ensemble du réseau routier. Exemple 2 : les régions pourraient par exemple conduire une politique universitaire, notamment en fixant les droits d'inscriptions à l'université sur leur territoire).

Tout à fait d'accord	1240	38%
Plutôt d'accord	1097	34%
Pas vraiment d'accord	532	16%
Pas du tout d'accord	318	10%
Sans opinion	40	1%
Total	3227	



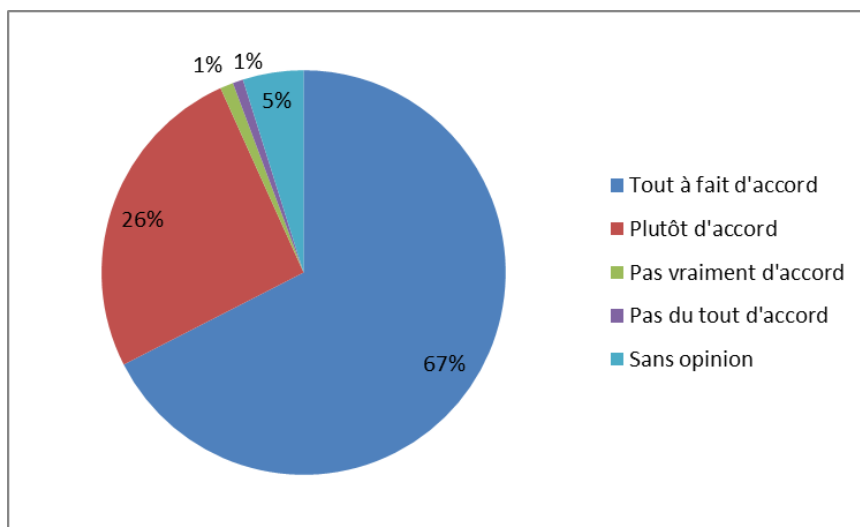
7. Seriez-vous favorable à ce que la loi puisse confier, sur la base du volontariat, des compétences différentes à des collectivités territoriales de même catégorie dans le cadre d'une expérimentation ?
(Exemple : La loi pourrait par exemple confier à un département l'ensemble de la gestion du réseau routier, qu'il soit national ou départemental, ou à une région la gestion des lycées et collèges, ou encore la compétence de l'enseignement supérieur).

Tout à fait d'accord	913	28%
Plutôt d'accord	1363	42%
Pas vraiment d'accord	580	18%
Pas du tout d'accord	281	9%
Sans opinion	91	3%
Total	3228	



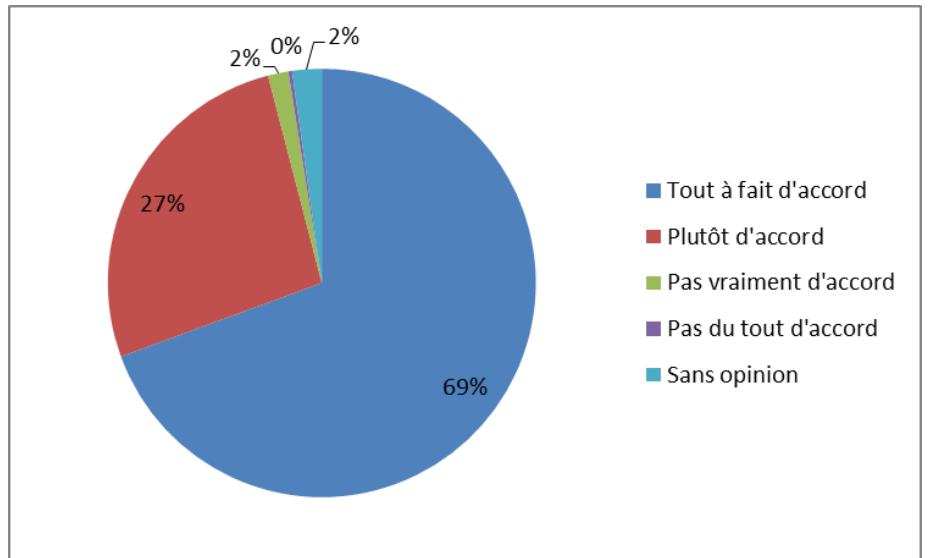
8. Selon vous, est-il important d'intégrer aux programmes de formation des élèves fonctionnaires (ENA...) des modules en matière de simplification législative, réglementaire et administrative ?

Tout à fait d'accord	2181	67%
Plutôt d'accord	833	26%
Pas vraiment d'accord	34	1%
Pas du tout d'accord	27	1%
Sans opinion	157	5%
Total	3232	



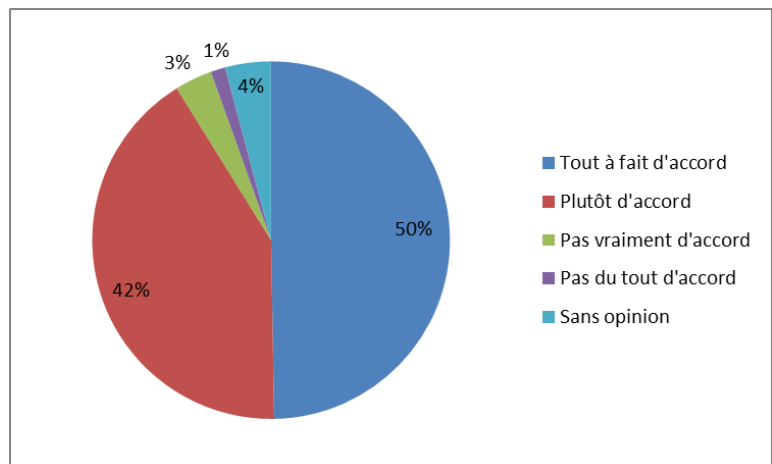
9. Pensez-vous utile de mettre en ligne une base de données complète, régulièrement actualisée, de l'état du droit et des procédures applicables dans les domaines concernés par les projets locaux (urbanisme, commande publique, protection du patrimoine, archéologie, environnement...)?

Tout à fait d'accord	2244	69%
Plutôt d'accord	858	27%
Pas vraiment d'accord	50	2%
Pas du tout d'accord	9	0%
Sans opinion	72	2%
Total	3233	



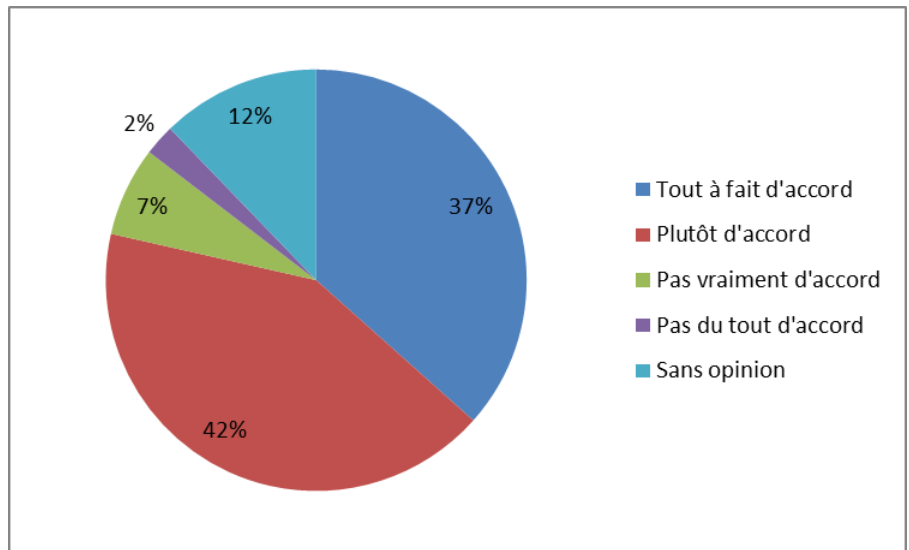
10. Pour améliorer la qualité du dialogue entre État et collectivités, plusieurs rapports ont proposé l'instauration auprès du préfet de département d'une instance de concertation*, composée de représentants des services de l'État et des collectivités locales, pouvant être saisie de tout différend sur l'interprétation d'une norme, exprimer une position unique de l'État sur des projets complexes (urbanisme...) pour éviter aux élus d'être confrontés à une multitude de services différents aux positions parfois incompatibles et permettre une conciliation éventuelle. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec cette proposition? (*Cette instance se substituerait à une commission existante)

Tout à fait d'accord	1609	50%
Plutôt d'accord	1341	41%
Pas vraiment d'accord	109	3%
Pas du tout d'accord	43	1%
Sans opinion	134	4%
Total	3236	



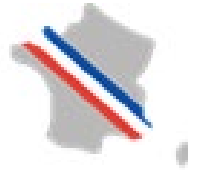
11. Pensez-vous qu'il faille obliger le Gouvernement à tenir compte d'un avis défavorable du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), créé à l'initiative du Sénat, sur un projet de loi, soit en modifiant ledit projet de loi, soit en justifiant précisément son maintien, comme c'est actuellement le cas pour les projets de textes réglementaires ?

Tout à fait d'accord	1183	37%
Plutôt d'accord	1356	42%
Pas vraiment d'accord	222	7%
Pas du tout d'accord	77	2%
Sans opinion	395	12%
Total	3233	





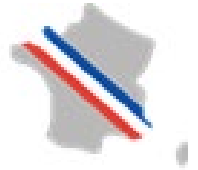
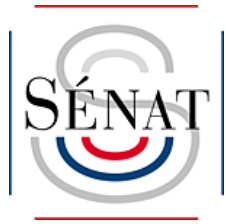
Délégation aux collectivités
TERRITORIALES



EFFICACITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE ET DÉCENTRALISATION : LES ATTENTES DES ÉLUS LOCAUX

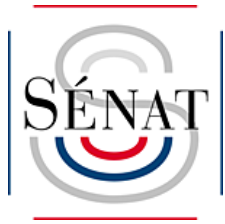
**Résultats de l'enquête CSA
et de la consultation nationale de la délégation
du Sénat aux collectivités territoriales**

Jeudi 6 mai 2021

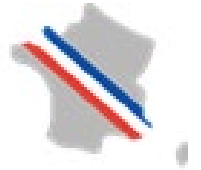


Enquête CSA + Consultation internet des élus locaux

- Tester la pertinence des *50 propositions pour le plein exercice des libertés locales*.
- Évaluer les attentes des élus locaux avant l'examen du **projet de loi « 4 D »**.



Délégation aux collectivités
TERRITORIALES



Consultation en ligne : 3300 répondants

3^e consultation la plus fructueuse de l'histoire du Sénat

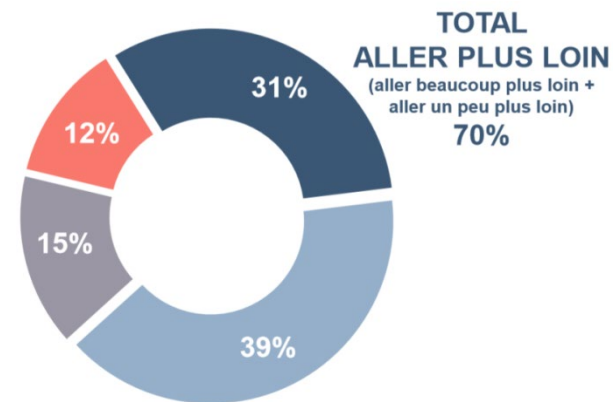
**Sondage CSA : échantillon représentatif
d'élus municipaux, départementaux et régionaux.**

→ 6 grandes attentes.



Attente n°1 : Aller plus loin dans la décentralisation, mais sans « *big bang* » territorial

- **64 % des élus** souhaitent faire évoluer l'organisation territoriale [CSA].
- **70 % des élus** souhaitent aller plus loin dans la décentralisation [CSA].



■ Aller beaucoup plus loin vers plus de libertés (ou compétences) locales
■ Aller un peu plus loin
■ En rester à l'état actuel
■ Revenir en arrière

Sans opinion : 3%



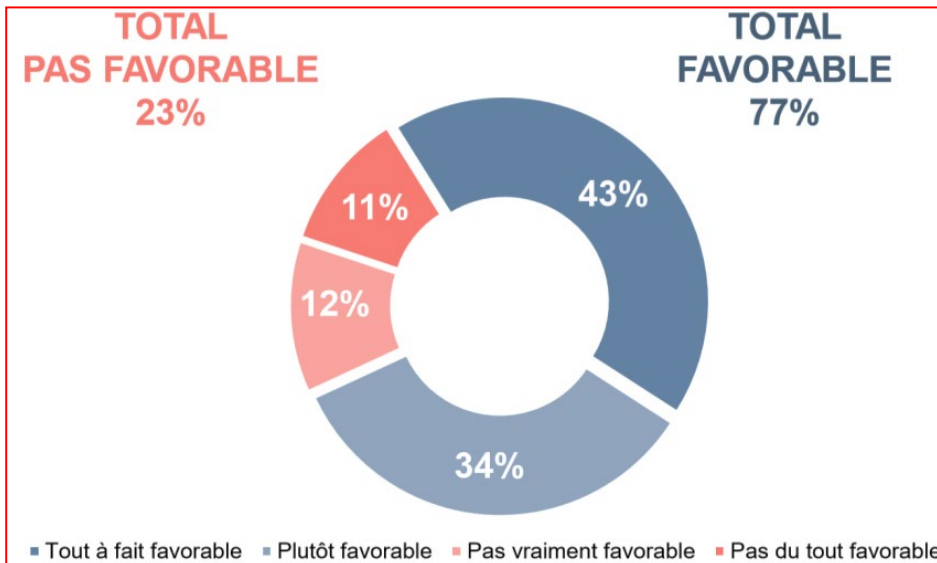
Attente n°2 : Adapter les politiques publiques aux réalités territoriales

- **94 % des élus** favorables à l'adaptation de la répartition des compétences communes-intercommunalités [*Consultation*].
- **74 % des élus** favorables à ce que l'État puisse confier à titre expérimental des compétences différentes à des collectivités de même catégorie [*CSA*].
- **70 % des élus** favorables à l'attribution de compétences différentes à des collectivités de même catégorie, sur la base du volontariat [*Consultation*].

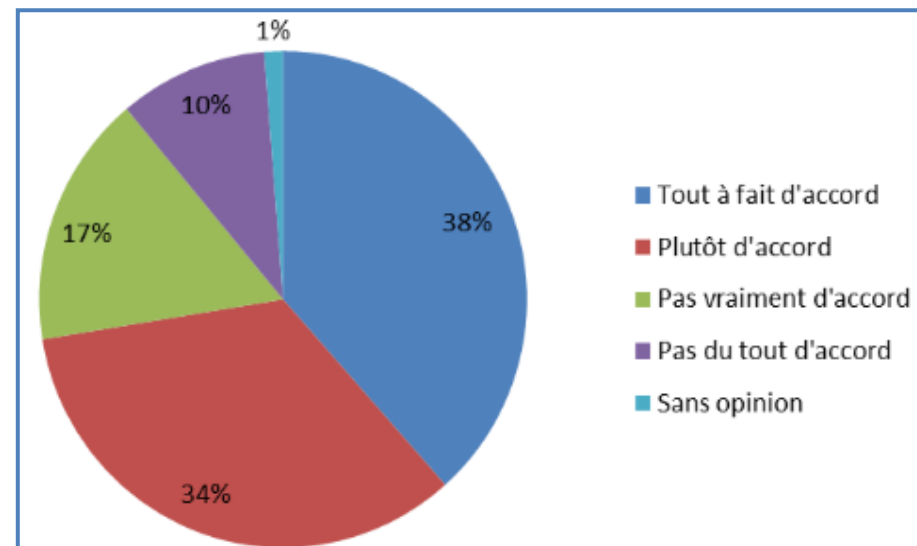


Attente n°2 : Adapter les politiques publiques aux réalités territoriales

Entre **72 %** [*Consultation*] et **77 %** [*CSA*] des élus favorables à ce que les lois nationales puissent être adaptées aux spécificités des territoires.



Source : Sondage CSA



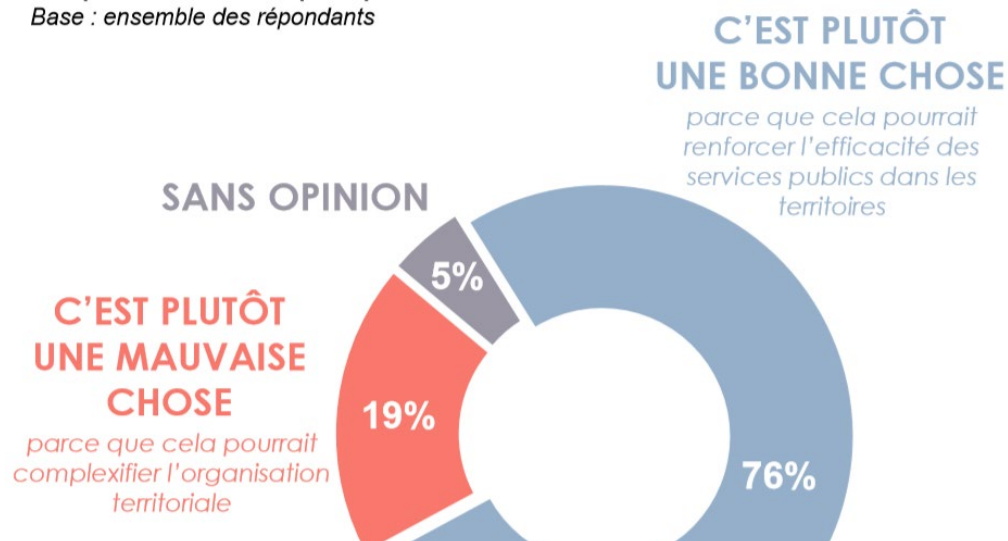
Source : Consultation en ligne



Attente n°3 : Exercer les compétences au plus près des réalités du terrain

Une très bonne perception du principe de « subsidiarité » par les élus locaux [CSA].

Base : ensemble des répondants

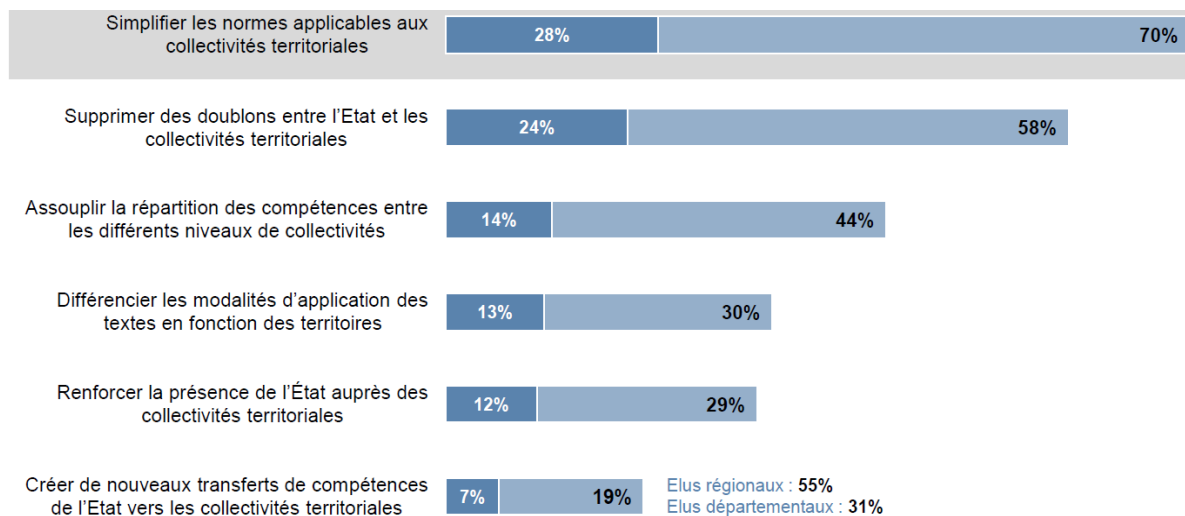




Attente n°4 : Simplifier les normes applicables aux collectivités territoriales

La simplification des normes applicables aux collectivités est une **priorité pour 70 % des élus locaux**, en particulier pour les élus municipaux et départementaux [CSA].

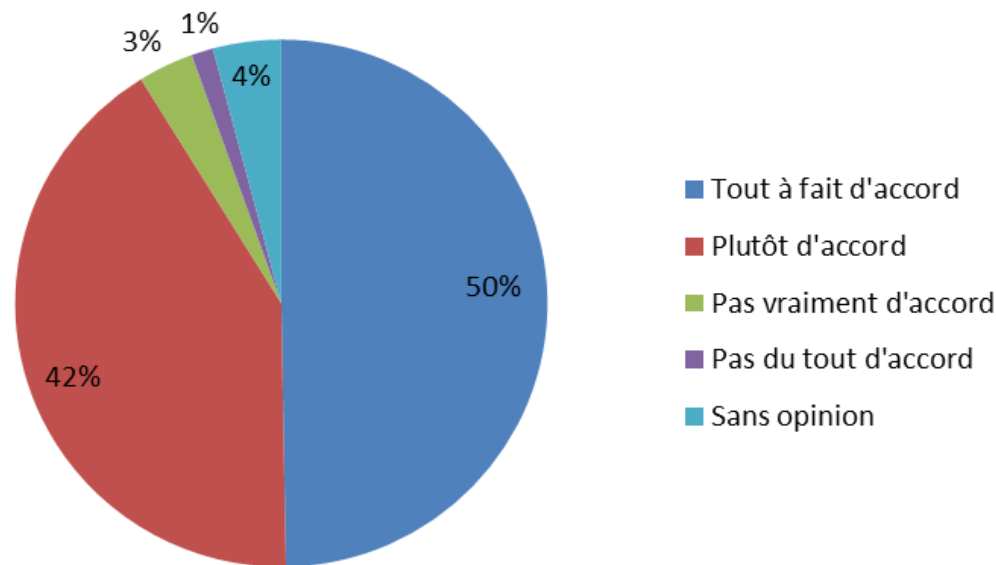
Les axes
prioritaires
pour les
territoires



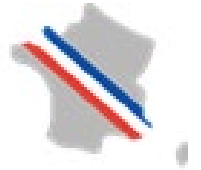


Attente n°4 : Simplifier les normes applicables aux collectivités territoriales

Plus de 90% des élus favorables à la création d'une instance de concertation auprès du préfet.



Source : Consultation en ligne

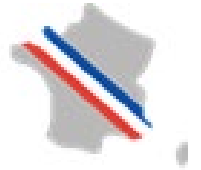


Attente n°5 : Donner plus de pouvoirs aux collectivités, notamment en matière de santé

CSA : les élus locaux plaident pour des transferts de compétences en matière d'environnement, de logement, d'offre de soins, d'action sociale et médico-sociale, de sécurité.

Consultation :

- ✓ **86 % des élus** souhaitent confier la présidence du **conseil de surveillance des ARS** à un élu local et rééquilibrer sa composition en faveur des représentants des territoires ;
- ✓ **74 % des élus** souhaitent confier **aux seuls départements** le pilotage des **EHPAD** ainsi que celui de la **médecine scolaire**.



Attente n°6 : Renforcer l'État territorial, en particulier au niveau du département

79% des élus locaux sont favorables à des transferts de compétences de l'État central vers l'État territorial [CSA].

Pour les élus locaux, le renforcement de la **déconcentration** passe par les **préfectures de départements [55 %]**, plutôt que par les sous-préfectures [31 %] ou les préfectures de régions [12 %].

Créée en avril 2009 par l'[Instruction générale du Bureau du Sénat \(IGB\)](#), cette délégation est chargée d'informer le Sénat sur l'état de la décentralisation et sur toute question relative aux collectivités territoriales.

La délégation veille au respect de la libre administration et de l'autonomie financière et fiscale de ces collectivités ainsi qu'à la compensation financière des transferts de compétences et de personnel. Elle est également chargée d'évaluer les conditions de l'application locale des politiques publiques intéressant les collectivités territoriales. La délégation est compétente pour examiner les dispositions des projets et des propositions de loi comportant des normes applicables aux collectivités territoriales.

Composition	Travaux
La Présidente : Françoise GATEL	Le programme de travail
Premier Vice-Président délégué chargé de l'évaluation et de la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales : Rémy POINTEREAU	Le calendrier prévisionnel
Le Bureau	Les comptes rendus
Les membres	Les rapports
Le secrétariat	Les communiqués de presse
	Les vidéos

Pour plus d'informations :

<http://www.senat.fr/commission/decentralisation/index.html>



Le champ de compétences de la commission des lois est vaste. Il recouvre notamment : le droit constitutionnel, les libertés publiques et le droit électoral ; le droit civil et le droit pénal ; l'organisation de la justice et des collectivités territoriales ; le droit commercial et le droit des sociétés.

Composition	Travaux
<u>Le Président : François-Noël BUFFET</u>	<u>Le programme de travail</u>
<u>Le Bureau</u>	<u>Le calendrier prévisionnel</u>
<u>Les membres</u>	<u>Les comptes rendus</u>
<u>Le service</u>	<u>Les communiqués de presse</u>
<u>Les organismes extraparlimentaires</u>	<u>Les rapports et avis</u>
<u>Les groupes d'études</u>	<u>Les vidéos</u>

Pour plus d'informations :

<http://www.senat.fr/commission/loi/index.html>